

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
L'ATTRIBUTION des PIÈCES ou OBJETS SAISIS
AU COURS DE PROCÉDURES CRIMINELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 26 Octobre 1909, à 1 h. 1/2

PAR

Lucien DEMAY

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. GARÇON, professeur.} \\ \text{TISSIER, professeur.} \end{array} \right.$

PARIS V.

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toulhier

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
L'ATTRIBUTION des PIÈCES ou OBJETS SAISIS
AU COURS DE PROCÉDURES CRIMINELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 26 Octobre 1909, à 1 h. 1/2

PAR

Lucien DEMAY



Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. GARÇON, professeur.} \\ \text{TISSIER, professeur.} \end{array} \right.$

PARIS V.

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1909

DE
L'ATTRIBUTION DES PIÈCES OU OBJETS SAISIS
AU COURS DE PROCÉDURES CRIMINELLES

INTRODUCTION

Nous essaierons dans ce travail de rechercher ce que deviennent les pièces ou objets saisis au cours d'une procédure criminelle lorsque la justice n'a plus aucun intérêt à les garder à sa disposition. La question est plus complexe qu'elle ne le semble au premier abord et il n'y aura pas toujours lieu, comme on pourrait le penser, à remise de l'objet à celui qui en était en possession avant la saisie. Il y aura donc souvent une véritable attribution faite par les tribunaux, en vertu de textes de loi formels, soit au profit de l'Etat, soit au profit des particuliers : nous aurons ainsi à étudier les confiscations et les restitutions en matière pénale.

Mais nous aurons à nous demander, en dehors des

cas où la confiscation doit être prononcée ou la restitution accordée, quelles sont les autorités compétentes pour statuer sur l'attribution d'objets saisis, et là, nous serons obligés fréquemment, en l'absence de textes particuliers suffisamment précis, de faire appel aux principes généraux du droit. Nous consacrerons dans le chapitre des restitutions un paragraphe à l'étude de chaque juridiction ayant compétence pour les prononcer. Nous insisterons notamment sur les remises d'objets faites par les parquets : c'est un cas d'attribution particulièrement intéressant à étudier où, là surtout, l'absence de textes législatifs spéciaux à cette matière nous obligera à recourir aux principes, à la jurisprudence et aux circulaires des procureurs généraux.

Nous terminerons par une étude plus approfondie de la pratique suivie au parquet de la Seine qui, par la diversité et le nombre des demandes qu'il solutionne, mérite plus particulièrement de fixer l'attention ; c'est d'ailleurs, la plupart du temps, de sa manière de faire que s'inspirent les autres parquets où il n'a pas toujours été possible, faute d'interventions aussi fréquentes et aussi variées, de construire une aussi solide pratique.

Il nous a semblé utile, avant d'exposer ces divers cas d'attribution, d'énumérer très brièvement au début de ce travail les personnes qui peuvent opérer des saisies, les formalités qu'elles sont tenues d'accomplir et les

lieux où elles doivent déposer les objets saisis. Nous pourrons ainsi suivre ceux-ci depuis le moment où ils ont été soustraits à un droit de propriété privée jusqu'à celui où ils sont l'objet d'une attribution définitive.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552602_0062

Première Partie

PAR QUI ET DANS QUELLES CONDITIONS DOIVENT ÊTRE OPÉRÉES LES SAISIES

CHAPITRE PREMIER

PAR QUI DOIVENT ÊTRE OPÉRÉES LES SAISIES

Il est certains cas où la société ayant besoin de protéger plus énergiquement ses membres a été obligée de mettre à la disposition des autorités qu'elle a chargées du soin de la défendre certains moyens exceptionnels : tel est par exemple, lorsqu'une infraction à la loi pénale a été commise, le droit qui appartient à différentes personnes désignées par la loi de perquisitionner au domicile des particuliers et de saisir les objets qui peuvent avoir un certain rapport avec l'infraction. Ces saisies sont pratiquées dans un but d'intérêt général et ont lieu à titre de mesure d'instruction.

Le procureur de la République, représentant et pro-

tecteur légal de la société, doit poursuivre la répression des crimes, des délits ou des contraventions, mais il ne peut en principe procéder aux actes d'instruction. Cependant ce droit lui a été conféré exceptionnellement dans des circonstances prévues par la loi et il aura alors le pouvoir et l'obligation de saisir les objets ou pièces susceptibles de prouver l'existence des faits délictueux. C'est ainsi que l'article 32 du Code d'instruction criminelle déclare :

« Dans tous les cas de flagrant délit, lorsque le fait
« sera de nature à entraîner une peine afflictive ou infamante, le procureur de la République se transportera
« sur le lieu, sans aucun retard, pour y dresser les procès-verbaux nécessaires à l'effet de constater le corps du
« délit, son état, l'état des lieux, et pour recevoir les déclarations des personnes qui auraient été présentes,
« ou qui auraient des renseignements à donner.

« Le procureur de la République donnera avis de son transport au juge d'instruction, sans être toutefois tenu de l'attendre, pour procéder ainsi qu'il est dit au précédent chapitre. »

L'article 36 ajoute : « Si la nature du crime ou du délit est telle que la preuve puisse vraisemblablement être acquise par les papiers ou autres pièces et effets en la possession du prévenu, le procureur de la République se transportera de suite dans le domicile du pré-

« venu, pour y faire la perquisition des objets qu'il jugera utiles à la manifestation de la vérité. »

Une triple règle se trouve énoncée dans ces articles :

1° Le procureur de la République ne pourra effectuer une perquisition qu'aux domiciles du prévenu ou de ses complices. En pénétrant dans un domicile autre que celui d'un des auteurs de l'infraction il commettrait un excès de pouvoir, ce droit n'étant conféré par l'article 88 du Code d'instruction criminelle qu'au juge d'instruction. Cette interprétation est d'ailleurs confirmée par l'article 132 du décret du 20 mai 1903 portant règlement sur l'organisation de la gendarmerie qui s'exprime ainsi : « Il est expressément défendu aux
« officiers de gendarmerie et aux commandants de brigade lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire de
« s'introduire dans une maison autre que celle où le prévenu a son domicile... »

2° Il faut que l'infraction qui motive la perquisition soit flagrante. Signalons cependant l'exception résultant de l'article 46 du Code d'instruction criminelle qui permet au procureur de la République d'exercer ses attributions exceptionnelles au cas de crime ou délit *non flagrant* commis dans l'intérieur d'une maison, lorsqu'il est requis par le chef de cette maison de constater l'infraction ;

3° Il faut enfin que le fait imputé à l'inculpé soit puni

de peines afflictives ou infamantes. Il n'y a pas lieu de s'attacher aux mots « crime ou délit flagrant qui sont employés dans les articles 35 et 36 ; la définition du délit flagrant, « fait de nature à entraîner une peine afflictive ou infamante », ayant déjà été donnée par l'article 32. Le procureur de la République ne pourra donc opérer une saisie, aux termes du Code d'instruction criminelle, qu'au cas de crime flagrant. Mais la loi du 20 mars 1863, qui a apporté des innovations en matière de flagrant délit ne permettra-t-elle pas au procureur de la République de saisir des pièces ou objets relatifs à un délit flagrant. La loi ne s'explique pas formellement à ce sujet, mais puisqu'elle permet à ce magistrat de mettre sous mandat de dépôt et de déférer au tribunal un individu inculqué d'un simple délit flagrant, n'est-il pas indispensable que le procureur de la République puisse mettre sous la main de la justice les pièces qui serviront de preuves à l'infraction. La jurisprudence qui a compris la nécessité de saisies pratiquées dans ces circonstances a déclaré qu'elles valaient à titre de renseignement (1). Néanmoins on ne peut que regretter l'absence dans la loi de 1861 d'un texte formel qui accorderait aux magistrats du parquet le droit de pratiquer des saisies en matière de simple délit flagrant.

1. Cassation, 26 juin 1879.

Les articles 48 et 49 du Code d'instruction criminelle donnent les mêmes pouvoirs qu'au procureur de la République, lorsqu'il y a flagrant délit ou réquisition d'un chef de maison, à ses officiers de police auxiliaires : les juges de paix, les officiers de gendarmerie, les commissaires de police, les maires ou leurs adjoints.

Aux termes de l'article 87 du Code d'instruction criminelle, le juge d'instruction, lorsqu'il est régulièrement saisi par des réquisitions du parquet ou de la personne lésée constituée partie civile (1), peut opérer, en quelque lieu que ce soit, toutes perquisitions ayant pour but de mettre à la disposition de la justice les objets utiles à la manifestation de la vérité. Les pouvoirs de ce magistrat ne rencontrent de limite que dans l'observation des règles qui protègent les droits de la défense : ainsi le prévenu pouvant, aux termes de l'article 8 de la loi du 8 décembre 1897, communiquer aussitôt après la première comparution avec son avocat, le juge d'instruction ne pourrait pas saisir les lettres missives échangées entre le défenseur et l'inculpé. Il faut signaler une restriction d'un autre genre apportée aux pouvoirs du juge d'instruction par l'article 157 du décret du 15 novembre 1811 : ce magistrat ne peut en effet pénétrer, hors le cas de flagrant délit ou de réqui-

1. Cassation, 8 décembre 1906.

sition de l'intérieur, dans les établissements de l'université que muni d'une autorisation signée des procureurs généraux, de leurs substituts ou du procureur de la République.

Le juge d'instruction est donc le magistrat normalement compétent pour opérer les perquisitions relatives à une affaire dont il est saisi, mais, en outre, au cas de flagrant délit, il possède des pouvoirs propres énoncés en l'article 59 du Code d'instruction criminelle : « Le
« juge d'instruction, dans tous les cas réputés flagrant
« délit, peut faire directement et par lui-même tous les
« actes attribués au procureur de la République, en se
« conformant aux règles établies aux chapitres « des pro-
« cureurs de la République et de leurs substituts ». Le
« juge d'instruction peut requérir la présence du pro-
« cureur de la République, sans aucun retard néan-
« moins des opérations prescrites dans ledit chapitre. »

Par les mots « flagrant délit » il semble bien que le texte qui renvoie d'ailleurs au chapitre « des procureurs de la République et de leurs substituts » s'en réfère à la définition donnée par l'article 32. Le juge d'instruction ne possédera donc ces pouvoirs particuliers que si l'infraction flagrante est punie de peines afflictives ou infamantes (1). Il faut en outre remarquer que la mission confiée aux juges d'instruction par cet article, au

1. En ce sens Duverger, t. I, n° 116.

cas de flagrant délit, n'est que facultative : le terme « peut faire..... » dont s'est servi la loi différencie nettement ce pouvoir du magistrat instructeur des obligations imposées au procureur de la République en matière de flagrant délit par les articles 32 et suivants (1).

Le juge d'instruction, lorsqu'il a besoin de procéder à des perquisitions hors de son arrondissement, doit, conformément à l'article 90 du Code d'instruction criminelle, requérir le juge d'instruction du lieu où elles doivent être faites d'y procéder.

Mais peut-il déléguer ce droit dans son arrondissement ? Nous n'avons sur ce dernier point aucun texte formel de loi, mais n'y a-t-il pas lieu de penser que cette faculté doit appartenir au juge d'instruction qui est l'autorité compétente en matière de perquisition alors qu'elle est accordée par l'article 52 au procureur de la République agissant avec des pouvoirs restreints au cas de flagrant délit ; et l'article 83 qui permet au juge d'instruction de déléguer un juge de paix pour entendre des témoins ne doit pas nous semble-t-il être entendu limitativement (2). La jurisprudence a reconnu ce droit aux magistrats instructeurs et a validé tour à tour des délégations données à des commissaires de police, à des juges de paix, à des maires (3).

1. En ce sens Bourguignon, *Jurisprudence des codes criminels*, t. I, p. 165.

2. En ce sens Bourguignon, t. I, p. 195. — Duverger, *Manuel du Juge d'Inst.*, t. II, n° 382.

3. Cassation, 6 mars 1841 ; 13 juin 1872 ; 8 juin 1872.

C'est en ce sens que s'est prononcée une circulaire du ministère de la Justice du 21 mai 1898 qui s'exprime ainsi : « Les juges d'instruction peuvent valablement, « par voie de commission rogatoire, déléguer leurs pouvoirs aussi bien aux officiers de gendarmerie qu'aux « juges de paix, maires ou commissaires de police puis- « que tous sont officiers de police judiciaire au même « titre. »

Si, en raison de circonstances particulièrement graves ou urgentes, le juge estime qu'il y a lieu pour lui de procéder en personne à la perquisition, il peut se transporter sur les lieux, et, dans le cas où il en serait requis, il doit même effectuer obligatoirement ce transport, conformément à l'article 87 du Code d'instruction criminelle. Il doit de plus, aux termes de l'article 62, être au cas de transport, accompagné du procureur de la République.

Les préfets dans les départements, et le préfet de police à Paris, sont également compétents pour opérer des saisies. Aux termes de l'article 40 du Code d'instruction criminelle : « les préfets dans les départements, « et le préfet de police à Paris, pourront faire personnellement, ou requérir les officiers de police judiciaire, « chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir, conformément à l'article 8 ci-dessus. »

Ce texte a soulevé de longues discussions : certains auteurs prétendaient que les préfets n'ont pas plus de droit que les officiers auxiliaires du procureur de la République et qu'ils ne peuvent agir qu'en matière de flagrant délit ; d'autres leur accordaient à la fois les pouvoirs du juge d'instruction et ceux du procureur de la République : c'est à cette dernière interprétation que s'est rallié l'arrêt des Chambres réunies du 23 novembre 1853 qui a fait cesser la controverse. Néanmoins, l'article 10 ainsi interprété confère à des magistrats de l'ordre administratif des pouvoirs qu'il serait bon de voir réserver à l'autorité judiciaire seule, et les protestations légitimes que soulève ce texte hâteront peut-être une modification indispensable.

Les pouvoirs des préfets ne s'exercent cependant que subsidiairement à ceux des procureurs de la République et des juges d'instruction ; ils se trouvent dessaisis dès que ces magistrats se saisissent. Les préfets sont donc actuellement autorisés à mettre sous la main de la justice tous papiers, instruments ou objets dont l'auteur d'un fait incriminé a pu se servir. Les saisies ainsi opérées doivent pourtant être revêtues des formalités prescrites par le Code d'instruction criminelle.

Les magistrats que nous venons d'énumérer ne peuvent exercer le droit de saisie qui leur est accordé par la loi que dans le ressort où ils sont compétents. Il existe toutefois à cette règle qui résulte de l'interprétation des articles 22 et suivants du Code d'instruction

criminelle une exception visée à l'article 464, en matière de faux :

« Les présidents des Cours d'assises, les procureurs
« généraux ou leurs substituts, les juges d'instruction et
« les juges de paix pourront continuer hors de leur res-
« sort les visites nécessaires chez les personnes soup-
« çonnées d'avoir fabriqué, introduit, distribué de faux
« papiers nationaux, de faux billets de la Banque de
« France ou des banques des départements.

« La présente disposition a lieu également pour le
« crime de fausse monnaie ou de contrefaçon du sceau
« de l'Etat. »

Mais ce texte ne s'applique qu'aux visites faites chez les prévenus et non chez des tiers. Il ne permet d'autre part aux magistrats que de continuer, hors de leur ressort, une information commencée dans leur ressort, et ne pourrait jamais rendre valables les actes d'une information commencée en dehors de leur ressort.

Certaines administrations possèdent le droit de pratiquer des saisies qui ont un caractère spécial ; nous ne nous arrêterons pas à l'étude de cette question qui nous entraînerait en dehors de notre sujet. Nous nous bornerons à signaler que l'administration de la garantie a le droit, en vertu de l'article 107 de la loi du 19 brumaire an VI, de saisir les ouvrages d'or ou d'argent achevés et non marqués trouvés chez un marchand ou fabricant. Nous aurons l'occasion dans la partie pratique de cette

étude de revenir à propos des restitutions d'objets saisis sur les saisies effectuées par l'administration de la garantie.

CHAPITRE II

FORMALITÉS DONT DOIVENT ÊTRE ENTOURÉES LES SAISIES ET LIEUX OU SONT DÉPOSÉS LES OBJETS SAISIS

Les saisies doivent être entourées de certaines formalités prescrites par les articles 38 et 39 du Code d'instruction criminelle qui les énoncent à propos des pouvoirs conférés au procureur de la République en matière de flagrant délit ; en vertu de l'article 89 du même Code, les juges d'instruction sont également tenus d'observer ces formalités. L'objet saisi doit être cacheté et, si cela n'est pas possible, mis dans un sac ou une boîte close et cachetée. En outre, si le prévenu a été arrêté, la saisie doit être opérée en sa présence, ou, s'il ne veut ou ne peut y assister, en présence d'un fondé de pouvoirs qu'il pourra nommer ; la désignation de ce mandataire se fait verbalement de façon qu'aucun retard ne soit apporté aux opérations décidées par le magistrat ; mais si l'inculpé refuse de se faire représenter, on passe outre. Les objets seront représentés au prévenu ou à son fondé de pouvoirs qui devra parapher l'étiquette

ou la bande de fermeture : celle-ci sera également revêtue du sceau du magistrat qui aura procédé à la saisie. En même temps, procès-verbal doit être rédigé, énonçant les opérations auxquelles il a été procédé ; il sera signé par le magistrat, le greffier et le prévenu ou portera mention, s'il y a lieu, du refus de l'inculpé de se conformer aux prescriptions légales. Les pièces ou objets saisis doivent donc, en principe, être clos, cachetés, décrits et inventoriés ; cependant il n'y aurait pas nullité de l'instruction si ces formalités n'avaient pas été observées : les pièces ainsi saisies devraient être maintenues au débat, mais si le magistrat instructeur ne s'était pas conformé aux prescriptions légales le prévenu pourrait tirer de l'inobservation de ces règles un sérieux argument pour sa défense (1).

Aux termes de l'article 35, le prévenu doit être interpellé de s'expliquer sur les choses saisies qui lui seront représentées. Mais, en dehors du cas de flagrant délit, cette interpellation ne peut, semble-t-il, être faite, conformément à l'article 9 de la loi du 8 décembre 1897, qu'en présence du Conseil de l'inculpé convoqué par lettre missive au moins vingt-quatre heures à l'avance.

En matière de flagrant délit, le procureur de la République est tenu de faire apposer sur les procès-verbaux de saisie la signature, soit du commissaire de police,

1. En ce sens G. Le Poittevin. *Dictionnaire des Parquets*.

soit du maire, soit de son adjoint, soit de deux citoyens de la commune où a été commise l'infraction. Ces procès-verbaux devront avoir été faits et rédigés en la présence de ceux qui les auront signés ; néanmoins le procureur de la République pourra dresser des procès-verbaux sans témoin s'il y a impossibilité de s'en procurer. Si ces formalités, prescrites par l'article 42 du Code d'instruction criminelle n'étaient pas observées, y aurait-il lieu à nullité des procès-verbaux et de la saisie ? Non, cette omission aurait peut-être pour effet d'affaiblir la force de ces procès-verbaux, mais n'entraînerait pas leur nullité, et en tous cas, la saisie faite dans les conditions prévues par la loi devrait être maintenue (1).

Il existe une règle générale qui s'applique à toutes les saisies faites dans des domiciles particuliers. Celles-ci ne peuvent jamais être opérées la nuit, même dans le cas de flagrant délit. L'article 76 de la constitution du 22 frimaire an VIII est formel : « La maison de toute
« personne habitant le territoire français est un asile
« inviolable. Pendant la nuit, nul n'a le droit d'y entrer
« que dans le cas d'incendie, d'inondation ou de récla-
« mation faite de l'intérieur de la maison. »

Pour déterminer la durée de la nuit et savoir la période de temps pendant laquelle on ne peut pénétrer dans le domicile des citoyens on applique l'article 1037 du Code de procédure civile : la nuit sera donc la pé-

1. Cassation, 30 janvier 1818.

riode comprise entre 6 heures du soir et 6 heures du matin, du 1^{er} octobre au 31 mars, et entre 9 heures du soir et 4 heures du matin, du 1^{er} avril au 30 septembre. Il faut cependant remarquer qu'une perquisition, commencée pendant le jour, peut se continuer pendant la nuit et qu'il existe certaines exceptions à la règle générale : on peut pénétrer en effet dans les maisons ouvertes au public (cafés, auberges, maisons de jeux et de débauche) jusqu'à l'heure où elles doivent fermer et même après cette heure si elles sont encore ouvertes (1).

Les objets saisis sont, pour la plupart, déposés au greffe du tribunal correctionnel. Les greffiers doivent tenir un registre où ils inscrivent ces dépôts au fur et à mesure de leur arrivée. Les formes de ces registres sont réglées par les parquets de première instance ou par les parquets généraux, et tout déplacement que pourrait subir l'objet confié au greffier doit être mentionné sur ce registre ; lorsque la pièce à conviction est présentée soit au juge d'instruction, soit au tribunal, soit à la cour, mention de ce déplacement et mention du retour au greffe doivent donc figurer sur le registre. Les objets saisis se trouvent placés dans des salles du greffe destinées à cet effet et le greffier ne pourra se dessaisir des objets qui lui sont remis, à la

1. Décret du 19 juillet 1791, articles 9 et 10. — Cassation, 17 novembre 1860.

suite d'une saisie, sans une réquisition de l'autorité judiciaire.

Il arrive parfois que les objets saisis sont de telle dimension ou nécessitent des soins de telle nature qu'il est impossible de les déposer au greffe du tribunal. Ainsi, des voitures, des objets périssables, des animaux vivants ne pourraient sans inconvénient être confiés au greffier : ces objets reçoivent donc une destination spéciale qui est la fourrière. Ce service fonctionne à Paris indépendamment de l'autorité judiciaire et est rattaché à l'administration de la préfecture de police ; la plupart des objets qui y sont déposés proviennent en effet de trouvailles faites sur la voie publique et l'on peut dire que les objets qui y sont envoyés par décision de l'autorité judiciaire constituent des exceptions. Nous n'aurons pas à nous occuper ici de ce qui se passe lorsque des objets trouvés sont déposés à la fourrière : ce dépôt constitue une mesure administrative, et seule, l'autorité administrative se préoccupera du sort des objets qu'elle détient. Mais nous aurons l'occasion plus loin de voir les règles spéciales concernant l'attribution des objets saisis par autorité de justice et envoyés en fourrière.

A côté de ces envois d'objets soit au greffe, soit à la fourrière, il y a lieu d'examiner une pratique employée par les juges d'instruction qui veulent garder à leur disposition des papiers saisis dont ils présument avoir

besoin à toutes les phases de l'information. Dans ce but, ces pièces saisies sont annexées au dossier contenant les procès-verbaux d'interrogatoires d'inculpés ou de dépositions de témoins. Toutes les pièces de ce dossier sont cotées et paraphées par le juge ; la pièce saisie sera donc elle-même cotée et paraphée et mention de sa saisie figurera au procès-verbal à côté duquel elle se trouve placée. Cet usage qui ne peut d'ailleurs s'appliquer qu'à des pièces peu volumineuses permet au magistrat instructeur d'éviter la perte de temps matérielle qui résulterait du transport de la pièce du greffe à son cabinet et de son cabinet au greffe à chaque acte de la procédure ; il trouve, nous semble-t-il, son origine et sa justification dans l'article 127 du Code des délits et peines du 3 brumaire an IV, qui disposait : « Si parmi
« les papiers trouvés sous les scellés il en est qui puis-
« sent servir à conviction ou à décharge, le juge de
« paix les joint à son procès-verbal, après les avoir
« paraphés et fait parapher par le prévenu à chaque
« feuillet. » Il est d'ailleurs consacré dans la pratique par une circulaire du procureur général près la Cour d'appel de Paris du 20 juillet 1896.

En terminant ce résumé nous croyons devoir signaler que ces dernières années les procureurs généraux se sont efforcés de limiter les saisies pratiquées par les magistrats instructeurs qui n'apportent pas toujours dans le choix des documents destinés à éclairer la jus-

tice la sélection voulue. En dehors des pièces à conviction de nombreux objets inutiles à l'information se trouvent fréquemment saisis : il en résulte un encombrement des greffes et un surcroît de travail et de perte de temps pour les juridictions chargées de statuer sur l'attribution de ces objets. Nous renvoyons d'ailleurs au texte des deux circulaires du procureur général près la Cour d'appel de Paris qui sont reproduites dans la troisième partie.

Nous ajouterons que dans la conception de la loi, la saisie n'est, en effet, qu'une mesure destinée à mettre à la disposition de la justice des objets ou pièces susceptibles de servir de preuves à une infraction et qu'elle doit, par conséquent, s'appliquer strictement aux choses qui ont cette utilité. Cependant, en raison des difficultés pratiques que rencontre un juge à discerner immédiatement les documents utiles à l'information, il semble bien que cette conception ne puisse être que théorique, et le magistrat, qui, dans une affaire particulièrement délicate procède à une saisie, se trouve souvent obligé de mettre sous scellés nombre de pièces qui seront inutiles par la suite. Dans ce cas, nous verrons quel est le rôle du magistrat instructeur au moment où il clôt son information et comment il doit statuer sur les saisies qu'il a effectuées et qu'il n'est pas nécessaire de maintenir. Il nous semble toutefois qu'il serait possible dans les affaires, qui, par leur nature spéciale obligent à la

nomination d'un expert, de restreindre le nombre d'objets inutiles saisis en exigeant la présence de l'expert aux perquisitions et, pour les autres affaires, il nous paraît qu'il y a lieu, d'une façon générale, de déléguer le moins possible le droit de perquisition, l'exercice de ce droit par des officiers de police judiciaire moins éclairés que les juges d'instruction ne donnant pas d'aussi bons résultats que s'il était exercé par les magistrats instructeurs eux-mêmes. On se conformerait ainsi plus strictement à la loi qui semble bien vouloir n'accorder le droit de perquisition qu'à titre exceptionnel.

Deuxième Partie

DE L'ATTRIBUTION DES OBJETS SAISIS

CHAPITRE PREMIER

ATTRIBUTION PAR VOIE DE CONFISCATION, SOIT A L'ÉTAT, SOIT AUX PARTICULIERS

Les objets saisis ne doivent pas rester indéfiniment dans les greffes ; il sont en effet destinés, comme nous l'avons déjà remarqué, à faciliter l'instruction d'une affaire et lorsqu'une décision définitive est intervenue ils doivent être rendus à leurs propriétaires. Cependant l'autorité judiciaire a à sa disposition un moyen qui lui permettra de soustraire l'objet saisi aux droits de son propriétaire : ce moyen est la confiscation qui a pour effet d'attribuer cet objet soit à l'Etat, soit aux particuliers. La confiscation peut donc se définir ainsi : la dépossession définitive des personnes qui pouvaient prétendre à la propriété de certains objets pour attribuer

cette propriété, soit à l'Etat, soit à d'autres personnes déterminées par un jugement.

Cette dépossession ne peut être ordonnée que dans des cas limitativement énumérés par des textes, et elle ne peut jamais, depuis la loi du 21 janvier 1790, confirmée par les chartes de 1814, article 66, et de 1830, article 57, être générale. Elle ne peut donc aujourd'hui porter que sur des objets spéciaux, et non sur tous les biens d'un individu. Ainsi a disparu une dangereuse cause d'abus trop facilement conservée par l'ancien régime.

De nombreuses lois ont réglementé la matière des confiscations et nous devons remarquer qu'elles ont été nécessitées par ce fait que la confiscation n'a jamais lieu de plein droit : elle doit être prononcée par jugement et en vertu d'un texte formel qui l'autorise expressément. Il ne sera pas toujours nécessaire pour qu'il y ait confiscation que l'objet auquel elle s'applique ait été préalablement saisi (1) ; mais il faut qu'elle porte sur l'objet lui-même et la confiscation d'objets non saisis ne pourrait pas être remplacée par une condamnation à les déposer au greffe ou à en payer la valeur (2). En ce sens M. Garçon dans le « Code pénal annoté » déclare (3) qu'en « aucun cas les tribunaux ne

1. Cassation, 20 août 1851 (D. P. 51.2.163.) ; 29 juin 1875 (D. 76.1.12).

2. Cassation, 13 février 1847. (D. 47.1.85.)

3. Code pénal annoté, art. 11, n° 31.

« peuvent substituer à une confiscation en nature une condamnation à la valeur de la chose. Il importerait peu que le coupable acceptât ce changement, soit expressément, soit tacitement en ne contestant pas l'évaluation. Les peines légales ne peuvent être modifiées même du consentement du condamné ».

Il y a cependant certaines exceptions à la règle que la confiscation porte sur la chose même ; ainsi en matière de chasse l'article 16 de la loi du 3 mai 1844 déclare que si « les armes, filets, engins ou autres instruments de chasse n'ont pas été saisis, le délinquant sera condamné à les représenter ou à en payer la valeur, suivant la fixation qui en sera faite par le jugement, sans qu'elle puisse être au-dessous de 50 francs ».

Il est intéressant de distinguer les formes que peut revêtir la confiscation. Elle est, tantôt une peine ayant pour but de réprimer un délit et de déposséder un individu d'objets dont la possession est licite, tantôt une mesure de police ordonnée par la loi pour retirer de la circulation un objet nuisible ou dangereux ou dont la possession est illicite, tantôt une mesure de réparation à l'égard d'un particulier lésé par un délit. Il y a lieu de mettre à part les confiscations fiscales dont le caractère est complexe : elles participent à la fois de la nature des réparations civiles dues à l'Etat et restent en même temps une peine (1).

1. Garçon. Code pénal annoté, nos 38, 48, 61 sous l'article 11.

La confiscation peut être ordonnée par toutes les juridictions répressives, et quelle que soit la valeur de l'objet confiscable ; le juge compétent pour statuer sur le délit qui doit entraîner la confiscation a compétence pour la prononcer. C'est, aux termes de l'article 11 du Code pénal, une peine commune aux matières criminelles et correctionnelles, mais on la trouve aussi applicable aux matières de simple police, d'après l'article 464 du Code pénal, qui déclare que les peines de police sont l'emprisonnement, l'amende et la confiscation et d'après l'article 470 qui répète à peu près la formule de l'article 11.

La confiscation est toujours obligatoire ; cependant elle devient dans certains cas facultative, ainsi lorsqu'il s'agit, comme le porte l'article 413, de violation de règlements relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts.

Les confiscations sont, en principe, opérées au profit de l'Etat représenté par le fisc ; cependant, dans le cas de contrefaçon et de représentation d'ouvrages dramatiques au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, la confiscation est prononcée au profit du propriétaire des productions contrefaites et des œuvres représentées ; dans ce cas il pourra même y avoir attribution en faveur de ce propriétaire de sommes remplaçant la valeur des productions ou œuvres. (art. 429 du Code pénal).

Citons, en terminant ce résumé sur la confiscation, l'article 139 du Code de justice militaire qui permet aux

conseils de guerre de prononcer la confiscation dans les cas où elle est prévue par la loi : « Le jugement qui prononce une peine contre l'accusé le condamne aux frais envers l'Etat ; il ordonne en outre dans les cas prévus par la loi la confiscation des objets saisis. »

Les objets confisqués sont remis par le greffier qui en est détenteur à l'administration des domaines et vendus par celle-ci au profit de l'Etat si la confiscation a été prononcée en sa faveur. Lorsque la confiscation a eu lieu au profit de la personne lésée par le délit, c'est à elle à en assurer le recouvrement sinon il est poursuivi soit par les administrations publiques lorsque le délit est particulier, soit par l'administration de l'enregistrement lorsque le délit est de droit commun (1).

1. Béquet, Dupré et Laferrière. *Répertoire du droit administratif*.

CHAPITRE II

ATTRIBUTION A L'ÉTAT PAR VOIE DE VENTE ET DE PRESCRIPTION DE LA VALEUR DES OBJETS SAISIS

Lorsqu'il n'a pas été statué sur l'attribution d'un objet saisi déposé au greffe depuis un délai de six mois, il y a lieu de procéder à des mesures particulières. Aux termes de l'ordonnance du 22 février 1829, les greffiers et tous les autres dépositaires d'effets mobiliers déposés à l'occasion des procès civils ou criminels définitivement jugés, et qu'il serait nécessaire de rendre, soit à raison de leur détérioration, soit pour toute autre cause, devront présenter requête au président du tribunal civil pour être autorisés à faire remise desdits objets aux préposés de l'administration des domaines qui procéderont à la vente dans les formes suivies pour l'aliénation des objets non réclamés et sur lesquels l'Etat a un droit éventuel. Les sommes provenant de ces ventes seront versées à la Caisse des dépôts et consignations et les ayants droit pourront les réclamer pendant un délai de trente ans, toutes les actions étant

prescrites après cette période de temps. (art. 2262 du Code civil).

Une seconde ordonnance du 8 juin 1831 indique les formalités que doit observer l'administration des domaines. Celle-ci est autorisée à faire provoquer, de six mois en six mois, auprès des procureurs généraux et des procureurs de la République la remise que les greffiers ou geôliers ou autres dépositaires doivent faire aux domaines, en conformité de l'ordonnance du 22 février 1829, des objets mobiliers susceptibles d'être vendus ; parmi ces objets mobiliers sont comprises les sommes en deniers comptants et sont exceptés les papiers appartenant à des condamnés ou à des tiers ; ces papiers restent déposés dans les greffes pour être remis à qui de droit, s'il y a lieu. Les procureurs de la République ou les procureurs généraux doivent vérifier et certifier l'exactitude de la requête que les greffiers, geôliers et autres dépositaires doivent présenter au président du tribunal civil pour être autorisés à faire la remise à l'administration des domaines des objets susceptibles d'être vendus.

L'administration des domaines provoque donc tous les six mois, en vertu des textes précités, la remise entre ses mains des objets saisis et provenant d'affaires complètement terminées, soit par un jugement définitif, soit par une ordonnance de non-lieu, soit par un classement sans suite. Le greffier ne peut refuser cette remise

qui est faite en vertu d'une ordonnance du président du tribunal, rendue sur les conclusions conformes du procureur de la République. Celui-ci est tenu de procéder, soit par lui-même, soit par l'intermédiaire d'un officier de police judiciaire auxiliaire, à la vérification des objets qui doivent être remis ; il constate l'existence des scellés apposés par les magistrats qui ont procédé à la saisie et dresse procès-verbal de cette opération. Conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 9 juin 1831, les papiers sont mis de côté et soustraits à la remise. Lorsqu'il existe des titres, obligations ou actions, ils sont remis par le receveur des domaines à la Caisse des dépôts et consignations. Pour les autres objets la vente a lieu après insertion dans les journaux et affichages sur les murs et les sommes provenant de ces ventes sont, comme nous l'avons déjà indiqué, déposées à la Caisse des dépôts et consignations.

Nous avons précédemment signalé que certains objets étaient, en raison de leur nature, déposés à la fourrière et dans ce cas soumis, au point de vue de leur attribution, à des règles spéciales : en effet, aux termes de l'article 39 du décret du 18 juin 1811 concernant les tarifs des frais en matière criminelle : « les animaux et
« tous objets périssables, pour quelque cause qu'ils aient
« été saisis, ne pourront rester en fourrière ou sous le
« séquestre plus de huit jours. Après ce délai la main-
« levée provisoire pourra en être accordée. » Si la déten-

tion devait se prolonger plus longtemps, pour les nécessités de l'instruction, il y aurait lieu pour les magistrats instructeurs de demander une autorisation spéciale au procureur général, sinon les frais après ce délai resteraient à leur charge (circulaire de la chancellerie du 23 février 1887). S'il n'est pas nécessaire de maintenir la saisie, le juge d'instruction ou le juge de paix accordera la mainlevée provisoire, moyennant caution et paiement des frais de fourrière. Ce droit appartient aussi au procureur de la République lorsque, agissant en matière de délit flagrant, conformément à la loi du 20 mai 1863, il a ordonné la mise en fourrière d'un objet qu'il a saisi (1).

Mais si l'objet saisi ne paraît devoir être d'aucune utilité à l'instruction, le magistrat instructeur ou le procureur de la République peut en ordonner la remise au propriétaire purement et simplement.

S'il n'existe enfin aucune personne dont les droits de propriété résultent de la procédure ou dont la réclamation ait été formulée, le juge d'instruction rendra une ordonnance, en vertu de laquelle la mise en vente pourra être faite. Cette ordonnance sera transmise au receveur, de l'enregistrement, qui fera diligence pour faire opérer la vente à l'enchère au marché le plus voisin. La somme provenant de la vente restera entre les mains de l'administration de l'enregistrement, et le

1. En ce sens G. Le Poittevin, *Dictionnaire des parquets*, p. 328, t. II.

jugement définitif attribuera cette somme à qui de droit. Lorsque le procureur de la République veut procéder à la vente, il doit faire signer l'ordonnance de vente par le président du tribunal en indiquant qu'il ne s'oppose pas à la vente, de la même façon que nous l'avons précédemment indiqué pour les ventes d'objets déposés au greffe.

CHAPITRE III

ATTRIBUTION AUX PARTICULIERS PAR VOIE DE RESTITUTION

Section I. — DES RESTITUTIONS ACCORDÉES PAR LES JURIDICTIONS RÉPRESSIVES

§ 1. — Des restitutions en général

Les saisies n'ont pas pour but de rendre l'Etat propriétaire des objets mis à la disposition de la Justice. Elles ne peuvent donc porter qu'une atteinte provisoire au droit de propriété des particuliers, et il serait très concevable que dans ces conditions, les juridictions appelées à statuer sur l'affaire qui a motivé la saisie soient obligées en même temps de statuer sur les restitutions d'objets saisis. Cependant, cette restitution qui trouve sa cause dans un droit de propriété préexistant, oblige à une appréciation de l'existence et de la portée de ce droit au sujet duquel ne doivent, en principe, se prononcer que les tribunaux civils. Ce sera donc d'une façon tout à fait exceptionnelle que les juridictions répressives pourront statuer sur la restitution d'objets saisis, et seulement en vertu d'un texte formel de loi.

La restitution apparaît, dans la loi pénale, comme un moyen mis à la disposition des tribunaux pour leur permettre de réparer une infraction, en ordonnant la remise à leurs propriétaires d'objets qui leur ont été volés ou détournés. « Ordinairement, dit M. Garraud, les restitutions dont s'occupe la loi ont pour cause unique le droit de propriété ou de possession reconnu à la partie lésée sur les choses qui lui ont été soustraites, lorsque ces choses sont retrouvées en nature et mises sous la main de la justice. Le rétablissement de l'état de choses antérieur au délit doit toujours être ordonné quand il est possible comme la réparation la plus naturelle de l'infraction ; quand il ne l'est pas, il ne reste à la victime comme moyen d'indemnité qu'une réparation par équivalent, celle qui résulte des dommages-intérêts. »

L'action en restitution peut donc s'envisager comme destinée à sanctionner le droit de propriété, et la réparation du préjudice causé à la victime de l'infraction n'est que le résultat, sans être la cause, de son exercice. Elle se distingue nettement par ce caractère de l'action en dommages-intérêts ; il faut ajouter qu'en outre cette dernière action doit être exercée par la personne lésée elle-même, la juridiction saisie ne pouvant pas, de plein droit, accorder des dommages-intérêts, et ayant seulement le pouvoir de fixer à un chiffre raisonnable ceux qui auront été demandés. La restitution au contraire peut être prononcée d'office par les tribunaux ; en ce sens l'article 366 du Code d'instruction criminelle déclare :

« dans le cas d'absolution, comme dans celui d'acquitte-
« ment, la Cour statuera sur les dommages-intérêts pré-
« tendus par la partie civile ou par l'accusé... La Cour
« ordonnera aussi que les effets pris seront restitués au
« propriétaire. »

De ce caractère des restitutions il résulte que les tribunaux d'exception seront compétents pour ordonner des restitutions, alors qu'ils n'ont pas qualité pour statuer sur l'action civile ; c'est ainsi que l'article 139 du Code de justice militaire permet aux Conseils de guerre de prononcer « dans les cas prévus par la loi la restitution au profit des propriétaires de tous objets saisis ou produits au procès comme pièces de conviction ».

Un principe domine toute cette matière : c'est que la restitution ne saurait être ordonnée que si les objets se retrouvent en nature. S'il y avait en effet transformation des objets saisis, soit en sommes d'argent, soit en d'autres objets, l'action n'aurait plus pour cause un droit de propriété mais un droit de créance ; ce serait une action en dommages-intérêts. Il en serait de même si les objets réclamés n'appartenaient pas à celui au profit de qui aurait été ordonnée la restitution, et le tribunal qui aurait effectué cette restitution aurait commis un excès de pouvoir.

Si l'on s'attache à la définition que nous avons donnée plus haut, la restitution ne pourra être autorisée que dans des cas relativement rares, et laissera entre les mains de la justice de nombreux objets saisis. Tout

d'abord est-il toujours nécessaire, pour la rendre possible, qu'une infraction ait été commise : nous ne le croyons pas, et nous estimons qu'il suffira qu'une infraction présumée ait motivé une saisie pour que la question de restitution puisse se poser pour les juridictions répressives.

Mais il résulte de l'article 366 du Code d'instruction criminelle que cette restitution ne pourra être ordonnée qu'en faveur du propriétaire lésé par l'infraction : « La Cour ordonnera aussi que les *effets pris* seront restitués au propriétaire. » Il n'existe pas de texte de loi qui permette aux tribunaux de rendre à des inculpés ou à des tiers, qui ne sont pas victimes de l'infraction, des objets qui ont été saisis, en dehors de ceux qui constituent le corps du délit.

Nous apercevons les difficultés qui pourront naître de cette situation : des objets appartenant à des tiers, des vêtements indispensables à des inculpés peuvent être déposés au greffe. Quelle sera l'autorité compétente pour en effectuer la remise ? Il y a là un droit de propriété préexistant auquel il est nécessaire de donner satisfaction : l'examen de cette question fera l'objet de la deuxième section de ce chapitre. Nous allons tout d'abord indiquer quelles sont les juridictions répressives appelées par la loi à statuer sur les restitutions.

§ 2. — *Des restitutions accordées par les Cours d'assises, les tribunaux correctionnels et les tribunaux de simple police.*

L'individu coupable d'une infraction à la loi pénale est renvoyé soit devant les Cours d'assises, soit devant les tribunaux correctionnels, soit devant le tribunal de simple police, et, dans ces trois cas, il pourra y avoir lieu à réparation des conséquences de l'infraction par le rétablissement de l'état de choses antérieur au délit.

L'article 366 du Code d'instruction criminelle oblige la Cour d'assises, dans le cas d'acquiescement ou dans celui d'absolution, à ordonner que les effets pris soient restitués au propriétaire.

Ce texte est impératif et ne laisse pas à la Cour la faculté de ne pas se prononcer. Elle devra donc statuer d'office (1). Déjà l'article 31 de la loi des 16 et 29 juillet 1791 était conçu dans un sens analogue ; il déclarait en effet : « le Tribunal criminel sera seul compétent pour connaître des intérêts civils résultant des procès criminels, et il y statuera sur-le-champ et en dernier ressort. »

L'article 366 a prévu le cas où l'accusé serait déclaré non coupable ; à défaut de ce texte exprès, la Cour ne pourrait ici ordonner de restitution puisque, s'il y avait

1. En ce sens Garraud. *Précis*, 1907, n° 563.

acquittement, l'action publique se trouverait éteinte, et les intérêts civils ne pourraient être soumis en son absence à l'appréciation d'une juridiction répressive ; c'est pour cette raison que la loi a tenu à préciser que la Cour devrait statuer dans le cas d'absolution comme dans celui d'acquittement ou de condamnation.

Il ne faudrait pas croire que l'inexistence de l'infraction pourrait constituer un obstacle à la restitution ; il peut en effet, bien que les faits criminels reprochés ne puissent être établis, n'y avoir aucun doute, au point de vue du droit de propriété du plaignant sur les objets saisis entre les mains de l'accusé, et la Cour devra en ce cas ordonner la restitution. C'est en ce sens que s'est prononcé un arrêt de Cassation du 30 mars 1843 qui déclare notamment que « si l'acquittement de l'accusé établit sa non-culpabilité, il n'établit pas que l'accusé fut « propriétaire des objets dont le détournement frauduleux « ou non a fait le sujet de l'accusation, et que s'il n'en est « pas réellement propriétaire, si le vrai propriétaire est « connu, il serait étrange {que l'acquittement eût pour « conséquence de faire attribuer à l'individu non coupable une chose qui ne lui appartient pas, au préjudice « du vrai propriétaire connu ».

D'autres arrêts (1) ont confirmé que la restitution au propriétaire des objets saisis à l'occasion d'une infraction soumise à l'appréciation du jury doit, même au cas

1. Cassation, 21 février 1852 ; 30 mars 1843.

d'acquiescement de l'accusé, être ordonnée par la Cour, lorsque le propriétaire est connu et qu'il ne l'a pas demandée, sans qu'il soit besoin que le ministère public ou l'accusé ait pris des conclusions en ce sens. Cette jurisprudence est d'ailleurs conforme à la doctrine. Il n'est donc pas nécessaire que le propriétaire se soit porté partie civile ou réclame les objets lui appartenant pour que satisfaction lui soit donnée. Cependant, si l'accusé était condamné, le propriétaire devrait, pour obtenir la restitution, justifier que le condamné a laissé expirer les délais sans se pourvoir en Cassation, ou s'il s'est pourvu que son pourvoi est rejeté (1). Il ne pourrait en effet être statué, sans inconvénient, avant que l'affaire fût complètement terminée, sur le sort des objets saisis qui sont des pièces à conviction et qui doivent servir à nouveau si la Cour de cassation renvoie l'affaire devant une autre Cour d'assises.

Aux règles que nous venons d'exposer, il existe une exception formulée par l'article 474 du Code d'instruction criminelle. « En aucun cas, déclare ce texte, la contumace d'un accusé ne suspendra, ni ne retardera de plein droit l'instruction de ses co-accusés présents. La Cour pourra ordonner, après le jugement de ceux-ci, la remise des effets déposés au greffe comme pièces de conviction, lorsqu'ils seront réclamés par les propriétaires ou ayants droit. Elle pourra aussi en l'ordonner qu'à

1. Article 366 du Code d'instr. crim.

« charge de représenter, s'il y a lieu. Cette remise sera
« précédée d'un procès-verbal de description dressé par
« le greffier, à peine de 100 francs d'amende. »

Donc en ce cas, la Cour ne pourra ordonner la restitution que s'il y a réclamation du propriétaire de l'objet ; en second lieu, ce sera pour elle une faculté, la loi ne l'obligeant pas à prononcer la restitution, et lui laissant la latitude soit de la refuser, soit de ne l'accorder qu'à charge de représentation de l'objet ; enfin toute restitution devra être précédée d'un procès-verbal de description.

Cet ensemble de règles particulières s'explique par le caractère provisoire du jugement rendu contre un contumax. Si ce dernier se présente avant l'extinction de sa peine par prescription, aux termes de l'article 476, le jugement tombera de plein droit, et il sera procédé à son égard dans la forme ordinaire. Il pourrait donc être nécessaire de présenter à nouveau au jury les pièces de conviction, et, dans ce but, la loi a permis à la Cour au moment du premier procès, soit de les garder, soit de ne les restituer qu'à charge de représentation.

Les Cours d'assises ne sont pas les seules juridictions appelées à statuer sur les restitutions ; aux termes de l'article 161 du Code d'instruction criminelle : « Si le
« prévenu est convaincu de contravention de police, le
« tribunal prononcera la peine et statuera par le même
« jugement sur les demandes en restitution et en dom-
« mages-intérêts. »

Indiquons tout d'abord qu'en matière de simple police, il y aura fréquemment lieu à rétablissement de l'état de choses antérieur au délit ; ainsi en matière de voirie des travaux ont été faits sans autorisation ; la restitution consistera dans la démolition de ces travaux. Le texte de l'article 161 ne parle de restitution que s'il y a condamnation ; en effet dans le cas contraire, la contravention n'existerait pas, aucun préjudice n'aurait été causé et il ne pourrait y avoir lieu à restitution ; il n'y aura pas, en matière de contravention, à savoir si les éléments d'une infraction se trouvent réunis, en dehors d'un fait matériel dont l'existence est certaine ; il suffira simplement d'apprécier si ce fait matériel existe : intentionnel ou non, il constituera la contravention qui doit donner naissance à la restitution.

Mais ces explications ne sont plus possibles lorsqu'il s'agit des tribunaux correctionnels auxquels est rendu applicable l'article 161 du Code d'instruction criminelle par l'article 189 du même Code. En ce cas, en effet, il pourra y avoir acquittement d'un individu, comme nous l'avons remarqué à propos des Cours d'assises, alors que le droit de propriété du plaignant sur les objets trouvés en la possession de l'inculpé ne fait aucun doute.

Devrait on déclarer alors que le tribunal correctionnel pourrait, malgré l'article 161, statuer sur la restitution ? La Cour de cassation n'avait pas admis cette interprétation dans un arrêt du 25 février 1869 (1) où

1. D. 69.1.392.

elle déclarait que « les tribunaux correctionnels n'exercent pas une juridiction générale, que leurs attributions sont restreintes à la connaissance des délits, et qu'ils ne peuvent prononcer sur les intérêts civils qu'accessoirement dans un délit, d'après les règles fixées par la loi ; que, par les articles du Code d'instruction criminelle, ils ne sont autorisés à statuer sur les demandes en restitution que lorsqu'elles sont formées contre des prévenus coupables d'un délit qui sert de base à ces demandes ».

Cette décision faisait certainement une stricte application des textes existants. Mais ne peut-on pas penser qu'elle s'attachait à la lettre de la loi plutôt qu'à son esprit. N'y a-t-il pas lieu de croire que l'article 366, qui est en matière de restitution un texte aussi général que l'article 365 en matière de non-cumul des peines, s'applique aux tribunaux correctionnels comme aux Cours d'assises, et que le texte de l'article 161 permet seulement aux tribunaux correctionnels, lorsqu'ils jugent comme tribunaux de simple police, d'accorder les mêmes restitutions que ces derniers. Ne serait-il pas étonnant que les tribunaux ayant pourtant le même but, la répression d'infractions plus ou moins graves, n'eussent pas les mêmes pouvoirs, alors que se révèle à eux un droit de propriété préexistant, paralysé par les conséquences de l'infraction ; et la restriction aux Cours d'assises de ce texte de l'article 366 « la Cour ordonnera » aussi que les effets pris seront restitués au proprié-

« taire » ne serait-elle pas contraire aux garanties dont notre Code entoure le droit de propriété et au respect qu'il doit trouver devant toutes les juridictions ?

La Cour de cassation, d'ailleurs, dans un arrêt du 16 août 1878 est revenue sur son ancienne interprétation. Elle admet aujourd'hui que l'article 366, qui autorise les Cours d'assises à restituer les objets volés, s'applique aux tribunaux correctionnels qui peuvent donc statuer, soit lorsqu'il y a condamnation, soit lorsqu'il y a acquittement. Il est même admis que les tribunaux correctionnels peuvent statuer d'office sur ce point sans qu'aucune demande leur ait été adressée. Cet arrêt se rapportait à l'espèce suivante : Dans une affaire jugée par le tribunal correctionnel, du numéraire saisi avait été attribué, à titre de restitution, à des plaignants qui ne s'étaient pas portés partie civile. La décision des premiers juges fut confirmée par la Chambre des appels correctionnels. Un pourvoi ayant été formé la Cour de cassation rejeta : « attendu, déclare l'arrêt, que si, en principe, les dommages-intérêts pour être accordés doivent « être demandés, les tribunaux peuvent, aux termes des « articles 51 du Code pénal et 366 du Code d'instruction « criminelle, ordonner la restitution des effets pris en « faveur des propriétaires ; attendu dès lors que c'est à « bon droit que l'arrêt qui a déclaré que le demandeur « avait escroqué à X... 1.000 francs et à Z... 13.000 francs « a ordonné au profit de ceux-ci la restitution au marc le « franc des sommes qui avaient été saisies sur le prévenu ».

Il faut cependant ajouter que les tribunaux ne peuvent accorder la restitution qu'à la condition que les objets soustraits aux propriétaires se retrouvent en nature. Ainsi, une réclamation de la partie civile serait nécessaire, si l'argent soustrait avait été employé à acheter des objets saisis ensuite comme pièces à conviction (1).

Section II. — DES RESTITUTIONS ACCORDÉES
PAR LES JUGES D'INSTRUCTION ET LES PARQUETS

§ 1. — *Des restitutions accordées*
par les juges d'instruction

Nous avons vu que le rôle limité des juridictions en matière de restitution a pour conséquence de les empêcher de statuer sur l'attribution de nombreux objets saisis. Il est pourtant indispensable, aussi bien dans l'intérêt de l'administration judiciaire que dans celui des particuliers, que les véritables propriétaires puissent rentrer en possession des objets saisis dès qu'ils ne sont plus utiles à la justice. Il pourra y avoir lieu à cet effet d'opérer une remise de ces objets soit aux plaignants, soit aux prévenus, soit à des tiers, et de toute façon, il y aura, là encore, une restitution, puisque

1. Le Poittevin. *Dictionnaire des Parquets*, t. III. Pièces à conviction, n° 8.

cette remise trouvera sa raison d'être dans un droit de propriété préexistant.

Le juge d'instruction qui a pratiqué les saisies, peut être le premier appelé à statuer sur les restitutions de pièces ou objets saisis, relatifs à l'affaire qu'il instruit : son intervention pourra se produire dans trois cas distincts.

Tout d'abord, si le magistrat instructeur a déclaré qu'il n'y avait pas lieu de suivre contre un inculpé, et a clôturé son information par une ordonnance de non lieu, il ne peut jamais refuser la restitution des objets appartenant à l'inculpé et qui ont été saisis sur ce dernier (1) ; mais il faut aller plus loin et dire que le juge d'instruction est toujours obligé, en cas de non-lieu, de statuer sur toutes les saisies opérées par lui. A cet effet le procureur de la République, à qui le dossier aura été communiqué pour règlement définitif, et qui requerra un non-lieu, devra, en même temps, requérir la restitution au profit de qui de droit des objets saisis ; et le juge d'instruction statuera ainsi comme une juridiction sur l'attribution de ces objets. Ces règles qui correspondent à une interprétation judicieuse du caractère des saisies et à un but d'utilité pratique ont été rappelées aux magistrats du tribunal de la Seine par des circulaires du parquet général :

« Les magistrats instructeurs seuls, déclarait une circu-

1. Cassation, 31 mai 1838. D. 38.1.292.

« laire du 8 juillet 1901, pouvant apprécier ce qu'il est
« utile à l'information, ils doivent en cours d'instruction
« et au plus tard en clôturant la procédure, restituer à
« tous les intéressés et ayants droit ce qui ne constitue
« ni pièces à conviction, ni documents ayant un intérêt
« dans la poursuite. » Une seconde circulaire du 23 octo-
« bre 1906 rappelait ces prescriptions et ajoutait : « Les
« magistrats du ministère public devront de leur côté en
« surveiller l'exécution. Chaque fois qu'ils auront à rédi-
« ger un réquisitoire définitif, ils devront faire porter leur
« examen sur l'état des pièces à conviction, s'assurer si
« le magistrat instructeur a statué, avant de communiquer
« sa procédure, sur les objets saisis, et, si une omission
« a été commise à cet égard, prendre les réquisitions
« nécessaires pour qu'elle soit réparée. »

Le juge d'instruction se trouve donc tenu même en l'absence de réquisition du procureur de la République, de statuer sur les objets ou pièces saisis. La restitution, en cas de non-lieu, d'un objet saisi, pourrait cependant avoir pour résultat de nuire à la conduite d'une nouvelle information si la première était plus tard reprise sur charges nouvelles. Mais le magistrat instructeur n'a pas à s'arrêter à cette considération (1), simple appréciation de fait, qui ne doit pas empêcher l'exercice de droits de propriété incontestés.

En second lieu, le juge d'instruction peut à tout mo-

1. Cassation, 31 mai 1838.

ment de son information être saisi d'une demande de restitution émanant soit du plaignant, soit de l'inculpé, soit de tiers ; c'est à lui qu'il appartient d'y donner suite, lorsque les objets ou documents réclamés ne présentent pas le caractère de pièces à conviction, aux termes de la circulaire précitée du 8 juillet 1901 ; s'il estime qu'il y a lieu à restitution, il rendra une ordonnance de restitution qui sera transmise au greffier et exécutée par lui. Le magistrat instructeur doit en outre, dès qu'il s'aperçoit que des saisies ont porté sur des pièces ou objets inutiles à l'information, en ordonner, avant toute réclamation, la restitution au profit de leurs propriétaires. Il lui sera ainsi possible de remédier aux inconvénients d'une perquisition faite, souvent, avec plus de zèle que de discernement par des agents subalternes. La circulaire du 23 octobre 1906 contient à ce sujet les prescriptions suivantes : « Il importerait de ne retenir
« comme pièces à conviction que les objets qui consti-
« tuent le corps du délit ou qui présentent un intérêt pour
« la solution du procès. Tous les autres objets dont la
« propriété n'est pas contestée ou qui ne peuvent contri-
« buer à former la conviction du juge doivent être resti-
« tués avant l'ordonnance qui clôture l'information. »

En dernier lieu le juge d'instruction doit, s'il a procédé à des mesures provisoires au cours de l'information, statuer sur elles au moment de la clôture de l'instruction. Il peut avoir fait une opposition, avoir saisi des objets chez des tiers ou des inculpés, sans les faire

transporter au greffe ; ces mesures n'ont eu pour but que de faciliter l'enquête à laquelle il s'est livré, et il en doit ordonner, ou la mainlevée en cas de non-lieu, ou, soit le maintien, soit la mainlevée, en cas de renvoi devant les tribunaux.

La circulaire du 8 juillet 1901 rappelle aux juges d'instruction « qu'avant de rendre une ordonnance définitive il importe qu'ils aient le plus grand soin de « statuer sur les mesures provisoires qu'ils ont pu prendre ». Si le magistrat instructeur avait omis de statuer dans les circonstances que nous venons d'indiquer, l'opposition ou la saisie qu'il aurait pratiquée ne devrait être considérée que comme provisoire et n'aurait plus aucune valeur dès que l'affaire serait solutionnée par une décision devenue définitive.

Ajoutons que, lorsqu'un accusé étant prévenu de crime, la procédure est renvoyée devant la Chambre des mises en accusation, il appartient à celle-ci, au cas où elle prononce un non-lieu, d'ordonner la restitution de pièces à conviction, dans les mêmes conditions que le ferait un juge d'instruction.

§ 2. — *Des restitutions accordées par les Parquets*

Le parquet est-il compétent pour intervenir en matière de restitution ? Nous touchons ici à une question d'autant plus délicate que nous n'avons pas, à notre disposition de textes conférant expressément au ministère public

le droit de statuer sur des restitutions, Comment d'autre part concevoir qu'un magistrat du parquet, qui n'a aucun pouvoir juridictionnel, puisse prendre une décision dans une question touchant à l'appréciation du droit de propriété lui-même.

Cependant en pratique la question de restitution se pose pour le procureur de la République dans des cas assez nombreux. Tout d'abord, ayant agi en matière de flagrant délit, il a pu saisir des pièces à conviction ; mais il a estimé que l'affaire ne méritait aucune suite ; il est certain, qu'en cette circonstance, il devra statuer sur la restitution des objets qu'il a saisis en vertu des pouvoirs d'instruction qui lui sont spécialement conférés, comme le ferait un juge d'instruction lui-même. Et il semble que là devrait se borner l'intervention du parquet, puisque le juge d'instruction a dû statuer, au cours ou à la fin de l'instruction, sur l'attribution des objets ou documents qui ne constituaient pas des pièces à conviction et que le tribunal de son côté devra restituer ceux qui constituent des pièces à conviction.

Mais il n'en est pas ainsi dans la pratique : il arrive fréquemment en effet que les autorités compétentes ont omis de statuer sur les restitutions d'objets saisis au cours d'affaires qu'elles ont solutionnées ; nous avons vu précédemment, d'autre part, que les tribunaux ne sont pas dans tous les cas obligés de statuer sur les restitutions.

La procédure se trouve donc définitivement termi-

née par un non-lieu, un acquittement ou une condamnation et il faut se demander à qui devra s'adresser le propriétaire des objets saisis qui en sollicitera la restitution. Les juridictions de jugement sont en effet dessaisies et ne peuvent à nouveau intervenir dans l'affaire au sujet de laquelle elles ont pris une décision. Signalons, cependant, qu'exceptionnellement la Cour d'assises pourrait, dans une session postérieure, statuer après réquisition du ministère public, sur une question de restitution au sujet de laquelle elle a omis de se prononcer dans une session précédente. La Cour d'assises d'un département est en effet une juridiction que le nombre des sessions et le changement du personnel qui la compose ne peut faire varier. Elle a toujours qualité pour solutionner les questions qui sont restées pendantes et est seulement tenue de respecter la chose jugée. C'est en ce sens que s'est prononcé un arrêt de Cassation du 20 février 1879 (1). Mais dans les autres cas précédemment énumérés c'est le parquet qui, seul, doit être saisi de la demande de restitution formée par le propriétaire. C'est à cette façon de procéder que se rallie M. G. Le Poittevin dans son *Dictionnaire des parquets* (2): « Dans le cas, déclare-t-il, « où l'affaire est classée sans suite par le parquet sans que « le juge d'instruction ait été saisi c'est au procureur de « la République qu'il appartient d'ordonner la restitu-

1. Sirey, 80. 1. 385 ; D. 79. 1. 484.

2. *Dictionnaire des Parquets*, p. 350, t. III, pièces à conviction, n° 8.

« tion. Ce magistrat peut également faire restituer au
« propriétaire les pièces saisies, lorsque la juridiction
« compétente a omis de statuer. »

Cette intervention du parquet est à notre avis indispensable au point de vue pratique puisque, sans elle, des objets nombreux et inutiles encombreraient les greffes, et très justifiable au point de vue théorique. L'article 46 de la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire et de l'administration de la justice donne en effet au ministère public le droit de surveiller l'exécution des lois et de poursuivre d'office cette exécution dans les dispositions qui intéressent l'ordre public. Et en ce cas il nous paraît que lorsqu'une personne déclare être propriétaire d'un objet saisi au cours d'une affaire définitivement terminée le procureur de la République est tenu, ne serait-ce que pour assurer l'exercice du droit de propriété, de vérifier ses affirmations et de lui rendre, s'il y a lieu, le libre exercice de ce droit.

A ce moment, en effet, la saisie a satisfait au but que la loi lui assigne : mesure provisoire destinée à assurer la manifestation de la vérité, elle n'a plus aucune raison d'être dès que l'affaire est solutionnée et tombe d'elle-même après décision définitive. Les objets qui ont été saisis se trouvent retenus par simple mesure administrative en attendant que le véritable propriétaire ait formulé sa réclamation. Mais, avant toute chose et avant toute décision, il faudra que le droit de propriété

du demandeur en restitution soit parfaitement établi ; quand il y aura doute sur ce point le parquet devra se récuser. Il ne lui appartient pas, en effet, de trancher une question de propriété puisqu'il n'agit en cette matière qu'en qualité d'agent administratif, et non de juridiction. Nous pensons même que si des droits de créance lui sont révélés, relativement à des objets qu'il détient et qui sont la propriété du réclamant, il devra mettre en demeure le créancier de faire opposition à la restitution ou exiger son consentement. La restitution se trouve en effet en cette circonstance reléguée au second plan ; la question soumise au procureur de la République par les parties, qui semblent ainsi le faire juge de leur contestation, n'est plus de sa compétence et il doit éviter de statuer sur un litige qui ressort de l'appréciation d'un tribunal. On ne pourrait opposer à cette manière de voir que le parquet n'a pas qualité pour apprécier une contestation entre parties et se trouve toujours tenu de restituer : c'est, en effet, justement parce qu'il n'a pas les pouvoirs de juridiction d'un tribunal, et qu'il est d'autre part tenu au respect des droits légitimes qui peuvent être exercés, qu'il évite d'intervenir dans ces questions litigieuses. Nous ajouterons, cependant, qu'en fait, et lorsque l'entente peut être facilement obtenue, le procureur de la République, pour éviter aux parties des procès souvent longs et coûteux, s'entremet pour les mettre d'accord de fa-

çon à obtenir les consentements nécessaires à la restitution.

En résumé, le parquet détient les objets au greffe comme un tiers à qui ils auraient été remis sans qu'il sache quel en est le véritable propriétaire. Comme ce tiers il ne les rendra que si le réclamant justifie de son droit de propriété soit par la production de titres, soit par l'appel à l'examen de la procédure à laquelle se réfèrent les objets réclamés ; au cas contraire, il refusera de s'en dessaisir tant que les tribunaux civils n'auront pas apprécié la réalité des droits du revendiquant.

C'est l'application du droit commun avec cette différence que le parquet, ayant à sa disposition des dossiers où il peut puiser les éléments de sa décision, possède des moyens d'appréciation qui échappent aux particuliers. Aussi, très souvent, peut-il donner satisfaction aux demandes qui lui sont adressées, mais lorsqu'il refuse d'accorder une restitution, cette décision n'est jamais qu'une décision de fait, qui n'implique en rien la solution de droit. Les intéressés peuvent toujours, en assignant le greffier du tribunal, demander à la juridiction civile de statuer sur leur droit de propriété et il leur appartient, s'ils ne sont pas en état de supporter les frais de ce nouveau procès, de solliciter l'assistance judiciaire.

La restitution faite par le parquet ne sera donc jamais, au point de vue théorique, qu'une remise de possession, qui ne saurait, en aucune façon, être considérée comme

une reconnaissance ou un transfert de propriété. Elle laisse intacts les droits du véritable propriétaire et des tiers intéressés ; ces derniers s'ils se trouvent lésés peuvent, en tout état de cause, intenter une action contre le nouveau détenteur.

Assurément, il serait à souhaiter que les juges d'instruction, après examen de toute affaire qui leur est confiée, fissent restituer à leurs propriétaires, soit avant, soit au moment où ils rendent l'ordonnance de non-lieu, tous les objets ou pièces saisis sur le droit de propriété desquels il n'existe aucun doute ; les procureurs généraux n'ont d'ailleurs pas manqué, dans plusieurs circulaires, de recommander aux juges d'instruction de statuer sur les restitutions relatives aux affaires qu'ils avaient instruites, lorsqu'il ne s'agit pas de pièces à conviction devant être soumises à l'examen du tribunal. Il serait encore à désirer que les cours et tribunaux statuassent régulièrement, et même sans requête, sur les restitutions relatives aux affaires qui leur sont soumises ; et peut-être, à ce sujet, un texte de loi plus impératif et plus large que ceux qui existent actuellement pourrait-il être utilement voté. Quant au parquet, il nous semble que son intervention justifiée par des nécessités pratiques et des considérations théoriques est parfaitement régulière et n'a besoin d'aucune sanction législative. Le procureur de la République agit, en cette circonstance, comme un administrateur soucieux de l'ordre public et respectueux des intérêts privés ; il n'a jamais

la prétention de trancher la question en juge : c'est là l'essentiel pour que sa décision soit à l'abri de toute critique.

L'analyse de la restitution qu'il opère ainsi pourrait se faire de la façon suivante : Je vous remets les objets que vous réclamez parce que je crois reconnaître votre droit de propriété, d'après les preuves et explications que vous me fournissez, et d'après les données que je possède au dossier ; mais je ne vous transmets, cependant, que la possession des objets, sur votre désir de les déterminer, et sous toutes réserves des droits des tiers. Ces derniers peuvent appeler de ma décision de fait à une juridiction qui statuera en droit ; si leurs titres priment les vôtres, vous serez obligé, à votre tour, de remettre les objets que vous avez réclamés et que vous détenez indûment, au propriétaire reconnu. Si, au contraire, je refuse de faire droit à votre réclamation, vous pourrez toujours appeler de cette décision de fait à une sentence basée sur le droit, qui prononcera définitivement sur votre état de propriétaire, et en vertu de laquelle les objets qui seront déclarés vous appartenir vous seront remis.

Troisième Partie

PRATIQUE DU PARQUET DE LA SEINE EN MATIÈRE DE RESTITUTION DE PIÈ- CES OU D'OBJETS SAISIS

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS ET FORMALITÉS DE LA RESTITUTION

L'intervention du parquet, en matière de restitution, justifiée par les principes que nous venons d'exposer est, dans la pratique, consacrée par des circulaires des parquets généraux sur lesquelles nous avons déjà eu l'occasion d'appeler l'attention, et nous croyons devoir en raison de leur importance, reproduire ici textuellement les deux plus récentes.

La première, du 8 juillet 1901, s'exprimait ainsi :

« Je vous signale également un abus que le nombre
« des demandes de restitution met en relief ; cet abus
« consiste dans la façon dont s'opèrent les perquisitions
« et les saisies soit par les juges d'instruction, soit par les
« commissaires de police agissant d'office en flagrant délit

« ou sur commissions rogatoires. Au lieu de se borner à
« rechercher et à saisir les papiers qui ont une corréla-
« tion quelconque avec l'infraction poursuivie, ils saisis-
« sent en bloc des malles de papiers, d'objets de toute
« nature, de vêtements même et de linge de corps indis-
« pensables aux inculpés ou à leurs familles.

« Mon parquet est accablé de demandes de restitution
« trop souvent fondées soit par des tiers, soit par des
« inculpés qui souffrent de la rigueur de la saison ou qui
« réclament la possibilité de se présenter décemment
« devant la justice.

« Quant aux papiers ils comprennent fréquemment
« des actes, des livrets militaires, des titres ou valeurs de
« toute nature, des correspondances, le tout enfermé dans
« des colis dont on ignore le contenu, qui n'ont pas été
« dépouillés, ne sont accompagnés d'aucun inventaire et
« n'ont été d'aucune utilité pour l'information. Des inté-
« rêts respectables et de tout ordre sont lésés par ces
« pratiques et après un certain temps il devient très dif-
« ficile, quelquefois impossible, de retrouver les objets
« réclamés. Les restitutions quand elles s'effectuent sont
« d'ailleurs généralement tardives : des échéances sont
« arrivées, des prescriptions acquises, des délais expirés.

« Je vous prie d'inviter MM. les juges d'instruction à
« ne procéder aux saisies qu'avec le plus grand discerne-
« ment. En tous cas eux seuls pouvant apprécier ce qui
« est utile à l'information, ils doivent, en cours d'instruc-
« tion, et au plus tard en clôturant la procédure, restituer

« à tous les intéressés et ayants droit ce qui ne consti-
« tue ni pièces à conviction, ni documents ayant un inté-
« rêt dans la poursuite.

« Il importe aussi qu'avant de rendre son ordonnance
« définitive le magistrat instructeur ait le plus grand soin
« de statuer sur les mesures provisoires qu'il a pu pren-
« dre (opposition, mise sous séquestre, etc.). En négli-
« geant de prendre ces mesures ce magistrat s'expose à
« de graves responsabilités civiles. »

La seconde circulaire, du 23 octobre 1906 était ainsi conçue :

« Par une circulaire antérieure en date du 8 juillet
« 1901 je signalais aux magistrats de l'instruction et du
« parquet les inconvénients que présente la saisie, au cours
« de procédures correctionnelles ou criminelles, de papiers
« ou d'objets n'ayant aucune corrélation avec l'infraction
« poursuivie. J'indiquais que les saisies devaient être pra-
« tiquées avec discernement et limitées aux pièces à con-
« viction. Je prescrivais aux magistrats instructeurs d'or-
« donner, au cours de l'information et au plus tard en
« clôturant la procédure la restitution au profit des ayants
« droit de tous les objets qui ayant été compris dans une
« saisie apparaissaient comme sans intérêt pour la pour-
« suite.

« Le nombre toujours croissant des réclamations rela-
« tives aux objets saisis révèle que ces instructions n'ont
« pas été exactement observées. Dans la plupart des affai-
« res terminées par des ordonnances de non-lieu, les

« objets saisis pourraient être restitués par le magistrat
« instructeur. Dans les affaires renvoyées devant le tri-
« bunal correctionnel ou devant la Cour d'assises, il impor-
« terait de ne retenir comme pièces à conviction que les
« objets qui constituent le corps du délit ou qui présen-
« tent un intérêt pour la solution du procès. Tous les au-
« tres objets dont la propriété n'est pas contestée ou qui
« ne peuvent contribuer à former la conviction du juge
« doivent être restitués avant l'ordonnance qui clôture
« l'information.

« Je vous prie de vouloir bien porter de nouveau ces
« prescriptions à la connaissance des magistrats instruc-
« teurs de votre tribunal. Les magistrats du ministère
« public devront de leur côté en surveiller l'exécution.
« Chaque fois qu'ils auront à rédiger un réquisitoire déli-
« nitif ils devront faire porter leur examen sur l'état des
« pièces à conviction, s'assurer si le magistrat instruc-
« teur a statué, avant de communiquer sa procédure, sur
« les objets saisis, et si une omission a été commise à
« cet égard, prendre les réquisitions nécessaires pour
« qu'elle soit réparée. Au parquet de la Seine, le substi-
« tut chargé du contrôle des procédures devra également
« vous signaler les affaires dans lesquelles des saisies
« inutiles auraient été maintenues. J'ai la conviction que
« ces mesures, si elles sont exactement observées, met-
« tront fin à des abus sur lesquels j'appelle de nouveau
« toute votre attention. »

Malgré ces circulaires, le nombre des réclamations

adressées au parquet de la Seine se trouve encore considérable et il existe une section spéciale, placée sous la direction d'un substitut, qui est chargé de solutionner ces demandes. Celles-ci étant de la compétence du parquet dont dépend le greffe où se trouve déposé l'objet saisi, il existe au parquet général un service analogue placé sous la direction d'un substitut général.

Ces magistrats ont pour mission d'examiner les procédures auxquelles se rapportent les demandes de restitution et d'apprécier s'il n'y a aucun inconvénient à leur donner satisfaction ; mais hâtons-nous d'ajouter que leurs décisions n'ont rien d'analogue à celles que rendrait un tribunal ; l'ensemble des règles qu'ils observent et des solutions qu'ils donnent constituent donc, non pas une jurisprudence, mais une pratique à l'examen de laquelle nous allons procéder.

Toute personne qui sollicite une restitution de pièces ou d'objets saisis au cours d'une procédure qui a été solutionnée par une décision devenue définitive, est invitée à présenter une demande conforme aux indications suivantes.

Lettre sur papier libre adressée au procureur de la République et contenant :

1° La liste exacte des objets, valeurs ou papiers réclamés ;

2° Les moyens de preuve sur lesquels s'appuie le pétition-

naire pour établir son droit de propriété sur lesdits objets ;

3° Les noms et prénoms de l'inculpé ;

4° La date de la condamnation. En cas de non-lieu la date de l'ordonnance de non-lieu et le nom du juge d'instruction.

Cette demande est, à son arrivée au service des restitutions, numérotée et inscrite, au nom du demandeur sur un registre spécial, divisé en plusieurs colonnes. Dans celles-ci figureront les indications relatives à la procédure à laquelle se rapporte la demande, et les transmissions ou décisions auxquelles donnera lieu cette demande avec mentions de leurs dates. Nous donnons ci-dessous un modèle des divisions de ce registre (p. 69).

Sur le vu de cette demande, le substitut fait venir du greffe le dossier auquel elle se rapporte et examine s'il y a lieu de restituer.

S'il reconnaît le bien-fondé de la requête, il rend une décision appelée ordonnance de restitution, mais qu'il faut bien se garder de confondre avec les ordonnances rendues par des juridictions. Il s'agit en effet ici d'une simple décision de fait qui n'a pas un caractère contentieux et qui n'est pas susceptible d'appel. Cette pièce mentionne les numéros et le nom de l'affaire qui a motivé la saisie, le numéro d'enregistrement de la demande de restitution ; elle indique que la restitution

Nos d'ordre	Nom et adresse du réclamant	Désignation de l'affaire	Date du juge- ment	N° de la cham- bre	Date du non lieu	N° du greffe	Date de la demande du dossier au Greffe	Date de la réception du dossier au Parquet	Motifs pour lesquels le dossier n'a pu être remis	Date de l'ordon- nance de restitution	Date de renvoi du dossier au greffe	Observations

est autorisée, au profit de telle personne, d'objets qui sont énumérés et suivis des numéros du scellé et de la cote du procès-verbal descriptif de la saisie ; elle porte que cette restitution est faite après paiement ou sans paiement, selon les cas, des frais de justice. Elle est enfin datée et revêtue de la signature du substitut. En même temps, le réclamant est invité par lettre à se présenter au greffe. L'ordonnance de restitution est transmise avec le dossier au greffier. Celui-ci mentionne sur le registre concernant les objets saisis « l'ordre écrit du parquet ; il indiquera ensuite la date de la remise et le nom du propriétaire. Il se fera enfin donner décharge. Si la partie prenante ne sait signer, il en fait mention et signe avec deux témoins qu'il appelle à cet effet (1) ».

Si l'intéressé ne peut se présenter en personne au greffe, il lui est loisible d'envoyer un mandataire opérer en son nom le retrait des objets ; il suffira que ce mandataire se présente porteur d'un pouvoir, ou même d'une simple lettre, lui donnant mandat d'opérer cette restitution et revêtue de la signature légalisée de celui qui en est le bénéficiaire.

Le greffier est tenu d'exécuter l'ordonnance du parquet sous cette réserve que, s'il a reçu une opposition émanant d'un tiers, il doit surseoir à la restitution. Cette opposition devrait être une saisie-arrêt faite régulièrement entre les mains du greffier. Néanmoins on se con-

1. G. Le Poittevin, *Dictionnaire des Parquets*, p. 351.

tente, dans la pratique, d'une simple opposition faite au greffe par acte d'huissier et nous croyons même, puisque cette opposition irrégulière est admise, qu'il suffirait d'une simple lettre recommandée adressée au greffier, précisant qu'opposition est faite à la restitution par son signataire, pour obliger le greffier à surseoir à l'exécution de l'ordonnance. En n'exigeant pas la saisie-arrêt faite régulièrement, on indique que la simple intention de s'opposer à la remise vaut opposition, et nous pensons que cette intention se manifesterait aussi bien par lettre recommandée que par acte d'huissier.

Il est encore d'usage, au parquet de la Seine, de tenir compte d'une opposition faite devant le commissaire de police par déclaration signée de l'opposant.

Si une opposition existe à la restitution avant que l'ordonnance ait été rendue, le parquet refuse toujours de statuer sur la restitution, et il avise le réclamant qu'il lui appartient de s'adresser à la juridiction compétente pour faire apprécier la légitimité de ses droits contestés.

En tout ceci d'ailleurs, le parquet se conforme toujours aux mêmes principes et lorsqu'une question litigieuse s'élève à l'occasion d'une restitution, il évite de rendre une ordonnance qui aurait pour effet, en statuant sur la question de restitution, de trancher en même temps la contestation existant entre les parties; s'il en était autrement, sa décision perdrait le caractère

d'ordre administratif dont elle doit toujours être revêtue.

Nous ferons remarquer que, souvent, la restitution accordée n'a pas pour effet de faire rendre au propriétaire identiquement le même objet que celui qui lui a été soustrait ou qui lui appartenait. En effet, les objets se rapportant à des affaires terminées où certains objets périssables ne doivent pas rester dans les greffes ou à la fourrière au delà de durées déterminées à l'expiration desquelles ils sont vendus. Le produit de cette vente est déposé à la Caisse des dépôts et consignations et c'est cette somme qui sera, si la demande de restitution est postérieure à la vente, remise au réclamant.

CHAPITRE II

RÈGLES SPÉCIALES RELATIVES A LA NATURE DE L'OBJET SAISI

§ I. — *Titres volés et titres volés et falsifiés*

Lorsque la restitution d'un titre volé est demandée, la première question que devra se poser le parquet est de savoir si le réclamant est propriétaire du titre dont il sollicite la restitution, et si ce point n'est pas suffisamment établi par la procédure, il sera nécessaire d'exiger du demandeur des preuves certaines. Il faudra, en second lieu, s'assurer qu'il n'existe pas de tiers porteurs pouvant avoir des droits à exercer sur ce titre.

On ne saurait tout d'abord admettre que l'opposition faite au syndicat des agents de change et au siège de l'établissement émetteur puisse être considérée comme établissant suffisamment le droit de propriété de l'opposant sur le titre ainsi frappé d'opposition.

En consultant en effet la loi du 15 juin 1872 sur les titres au porteur, on s'aperçoit qu'elle a, dans un but de célérité, permis à toute personne de former opposition sur un titre, sans même qu'il lui soit demandé de justifier de son droit à faire cette opposition. Il est donc

indispensable d'exiger du réclamant, en outre de la double opposition formée tant au syndicat des agents de change qu'au siège de l'établissement émetteur, les justifications suivantes :

1° Le bordereau d'achat du titre et, dans le cas où le demandeur l'aurait perdu, un duplicata qui devrait être délivré soit par l'agent de change, soit par l'établissement qui aurait vendu le titre ;

2° La production par le réclamant d'une lettre de l'établissement émetteur justifiant que l'opposition n'est pas contredite, soit par un tiers se prétendant propriétaire du titre réclamé, soit par la retenue d'un coupon par l'établissement émetteur.

Si un tiers se prétend propriétaire du titre, le parquet ne peut plus statuer sur la restitution puisqu'une contestation existe sur le droit de propriété : de même, si un coupon est retenu par l'établissement émetteur, c'est que ce coupon aura été présenté par un tiers qui peut être lui-même considéré comme étant propriétaire du titre.

Dans le cas où le demandeur ne pourrait produire les preuves précédentes, il y aurait lieu d'exiger de lui un certificat de l'établissement où il a touché les derniers coupons avant l'accomplissement du vol dont il a été victime : il en résulterait une présomption de propriété du titre avant le vol, mais il faudrait en outre, pour que la restitution fût possible, qu'il existât des commencements de preuve dans la procédure, de nature à être

confirmés par le certificat dont nous venons de parler, sinon il serait bon de laisser aux tribunaux le soin de solutionner la question.

Les règles que nous venons d'exposer découlent de l'interprétation de la loi du 15 juin 1872, modifiée et complétée par la loi du 8 février 1902, relative aux titres au porteur.

De toute façon, lorsqu'il s'agit d'une demande de restitution concernant le titre même qui a été volé, il n'y a aucun doute sur l'objet de la restitution : c'est le titre lui-même. La question se pose plus complexe quand le titre volé a été falsifié. Il faut tout d'abord savoir ce que devient le titre falsifié qui a été saisi et qui ne peut jamais être lui-même l'objet de la restitution, un duplicata de ce titre pouvant seulement, d'après la loi du 15 juin 1872, être remis par l'établissement émetteur au propriétaire volé. Lorsque le titre falsifié est remis par le greffier du tribunal au receveur des domaines, celui-ci le dépose à la Caisse des dépôts et consignations. Mais cet établissement ne pouvant, en raison des règlements qui le régissent, garder que des titres ayant une valeur certaine, remettra contre récépissé à l'établissement émetteur ce titre falsifié à ses yeux sans valeur : ce récépissé sera conservé par la Caisse des dépôts et consignations. C'est donc ce récépissé qui représentera le titre lui-même, et désormais l'établissement émetteur ne pourra délivrer un duplicata du titre volé et falsifié sans que le réclamatant lui ait rendu ce récépissé.

La personne qui désirera obtenir la délivrance d'un duplicata devra donc, en premier lieu, s'adresser au procureur de la République pour obtenir la restitution du récépissé. Le parquet observe en cette circonstance les règles que nous avons indiquées à propos des titres volés, et il autorise, s'il y a lieu, la remise au profit de telle personne du récépissé du titre falsifié. Sur le vu de cette ordonnance signée du procureur de la République et visée par le receveur des domaines, la caisse remet au bénéficiaire le récépissé ; avec cette pièce l'intéressé se présentera à l'établissement émetteur et pourra, s'il a rempli toutes les autres formalités nécessaires, obtenir la délivrance d'un duplicata du titre qui lui a été volé et qui est falsifié. Mais il faut bien remarquer que la possession du récépissé par le réclamant n'est qu'une des conditions exigées par l'établissement émetteur qui doit en outre veiller à ce que toutes les prescriptions de la loi de 1872 aient été remplies.

§ 2. — *Pièces arguées de faux ou reconnues fausses*

Si le crime de faux a été porté devant la Cour d'assises et que cette dernière se soit prononcée en condamnant son auteur, sans statuer sur la restitution des pièces faisant l'objet du faux, le parquet général qui est compétent, puisque les pièces se trouvent déposées au greffe de la Cour d'appel, ne saurait évidemment statuer sur cette restitution. Nous avons vu, en effet, que dans ce cas, la Cour pourrait dans une session postérieure

statuer sur cette question sur réquisition du ministère public (1).

Si, au contraire, il y a ordonnance de non-lieu, soit parce que le coupable n'est pas découvert, soit pour toute autre cause, le parquet ne peut pas davantage ordonner, en faveur du pétitionnaire, la restitution des pièces qui auraient été reconnues fausses à la suite d'expertises ou de témoignages recueillis. Il ne doit pas en effet, permettre la mise en circulation de pièces de cette nature. Cependant, au cas où une pièce de ce genre deviendrait indispensable à son propriétaire, qui est en même temps le plus fréquemment, victime du faux, le parquet refuserait-il la restitution ? L'usage du parquet, en cette circonstance, est d'inviter le réclamant à faire demander la communication du dossier par la juridiction qui pourrait être appelée à statuer sur le litige au sujet duquel la production de la pièce est nécessaire.

Toutefois lorsqu'il y a eu banqueroute et que les syndics de faillite ont, conformément à l'article 602 du Code de commerce, remis au ministère public des pièces, titres ou papiers qui leur ont été demandés, ils peuvent d'après l'article 603, en prendre au cours de l'instruction des extraits privés ou en requérir d'authentiques qui seront expédiés par le greffier. « Les pièces titres et papiers dont le dépôt judiciaire n'aurait pas été ordonné seront, après l'arrêt ou le jugement, remis aux syndics qui en donneront décharge. »

1. Voir page 56.

Mais s'il s'agit de pièces fausses se rapportant à des affaires terminées par un jugement ou un arrêt définitif, nous ne croyons pas que cette dernière disposition de l'article 603 soit applicable et nous pensons qu'il y aura lieu, en cette circonstance, conformément à l'alinéa 1 de l'article 603 de délivrer des copies de ces pièces certifiées conformes par le greffier.

Des cas particulièrement délicats peuvent se présenter en pratique. Nous citerons le suivant : un tableau signé d'un nom de maître est reconnu comme étant l'œuvre d'un faussaire. Une instruction est ouverte, le tableau est saisi, des expertises sont ordonnées qui établissent qu'en effet le nom mentionné au bas du tableau n'est pas celui de son auteur. Cependant la bonne foi des vendeurs étant établie et l'auteur du faux étant inconnu, l'affaire est close par une ordonnance de non-lieu muette sur la question de restitution. Le parquet est saisi d'une demande de restitution : Il devra, nous semble-t-il, en cette circonstance refuser la restitution ; nous connaissons cependant des cas où la restitution a été ordonnée, mais sous la condition suivante : le propriétaire versait au greffe une provision destinée à rétribuer un expert nommé par le parquet et chargé d'effacer la fausse signature apposée sur le tableau.

Les observations que nous venons de présenter sur les pièces fausses s'appliquent à la fois aux parquets généraux et aux parquets de première instance. De nombreuses affaires de faux sont en effet correctionna-

lisées et le greffe correctionnel restant alors en possession des pièces ou objets saisis, c'est au procureur de la République qu'il appartient de statuer.

§ 3. — *Objets engagés au Mont-de-Piété*

Le Mont-de Piété qui, par ses attributions, est chargé de prêter de l'argent sur des objets qui lui sont remis en nantissement, se trouve souvent de ce fait détenteur d'objets provenant de vols et sur lesquels il a consenti un prêt d'argent. En vertu de la loi du 8 thermidor an XIII il est bien tenu d'exiger de toute personne demandant un prêt des justifications d'identité et toute faute lourde de l'administration à cet égard engagerait sa responsabilité ; mais il arrive, la plupart du temps, que les pièces d'identité produites par l'individu qui effectue l'engagement ont, comme l'objet lui-même, été volées.

Comment, dans ces circonstances, le véritable propriétaire qui a fait opposition au Mont-de-Piété et qui a déposé une plainte en vol va-t-il exercer ses droits ?

Il y a lieu de remarquer tout d'abord que le Mont-de-Piété, dont la situation est réglée par la loi du 8 thermidor an XIII postérieure au Code civil, se trouve soustrait à l'application des articles 2279 et suivants du Code civil. L'article 70 de cette loi est en effet ainsi conçu : « Lorsqu'un nantissement sur lequel il aura été accordé un prêt par le Mont-de-Piété sera revendiqué pour cause de vol ou pour toute autre cause, le réclama-
« mant sera tenu pour s'en faire accorder la remise : 1^o de

« justifier dans les formes légales de son droit de propriété sur l'objet réclamé ; 2° de rembourser tant en principal qu'en intérêts et droits la somme pour laquelle l'effet a été donné en nantissement, sauf d'ailleurs au réclamant à exercer son recours ainsi qu'il avisera contre le déposant, l'emprunteur et le répondant : le tout sans préjudice du recours contre le directeur ou autres employés en cas de fraude, dol ou négligence de l'exécution de l'article 47 et des règlements. »

Ce texte passe sous silence les diverses situations dans lesquelles peut se trouver une personne, selon qu'elle a acheté un objet volé d'un marchand vendant des choses pareilles, dans une foire ou dans un marché, ou selon qu'elle l'a acheté à un individu quelconque, en dehors de ces circonstances. Le Mont-de-Piété ne pourra donc jamais être l'objet d'une revendication, aux termes de l'article 2279, qui serait exercée contre lui dans les trois ans du vol et qui lui laisserait seulement un recours contre le voleur (1). Il aura, par contre, toujours le droit d'exiger du réclamant le remboursement de la somme qu'il a avancée sur l'objet dont il est nanti. C'est en ce sens qu'une circulaire du ministère de la Justice s'est prononcée le 30 mai 1861. En voici le texte :
« J'apprends, que très fréquemment des objets mis en gage dans les Monts-de-Piété sont saisis dans ces établissements comme pièces à conviction et que, la pro-

1. Tribunal de la Seine, 22 février 1894.

« cédure terminée, ils sont remis soit aux propriétaires au
« préjudice desquels ils ont été détournés et engagés,
« soit à l'administration des domaines qui en opère la
« vente. Lorsque des objets ont été engagés au Mont-de-
« Piété selon les formalités prescrites par les règlements,
« la justice ne peut en ordonner la remise aux pro-
« priétaires que sous la réserve expresse des droits de
« l'administration à laquelle ils ont été donnés en nantis-
« sement. C'est là une règle de notre droit civil que les
« magistrats ne doivent pas laisser enfreindre. »

Le propriétaire victime d'un vol et dont l'objet volé a été engagé au Mont-de-Piété doit, lorsque la procédure ouverte sur sa plainte a été close par une décision définitive, adresser une demande de restitution au procureur de la République.

Deux cas peuvent se présenter :

1° L'affaire est terminée par un jugement : l'auteur du vol a été condamné et le jugement qui statue sur le vol statue incidemment sur la question de propriété. Le procureur de la République, saisi d'une demande de restitution à la suite d'une affaire de ce genre, avise le directeur du Mont-de-Piété qui est nanti des objets volés que ceux-ci appartiennent à telle personne, ainsi qu'il résulte d'un jugement rendu par le tribunal, et l'autorise à restituer l'objet à ce propriétaire, sous réserve des droits de l'administration et des tiers de bonne foi ;

2° L'affaire est terminée par un acquittement, un classement sans suite ou par une ordonnance de non-

lieu ; en ce cas malgré la plainte déposée et l'opposition faite au Mont-de-Piété par le réclamant, son droit de propriété peut rester douteux et le procureur de la République devra l'inviter à justifier de son droit de façon indubitable par la production de titres, tels que factures d'achat s'il s'agit d'objets, bordereaux d'agent de change s'il s'agit de valeurs. Si le moindre doute subsistait sur le droit de propriété, il n'y aurait pas lieu à restitution par le parquet, et seul le tribunal aurait compétence pour trancher la question. Mais si les droits du revendiquant sont parfaitement établis le procureur de la République avise le directeur du Mont-de Piété qu'il ne voit aucun inconvénient à la délivrance d'un duplicata de la reconnaissance constituant l'engagement des objets, au profit de leur propriétaire. Il invitera toutefois le directeur de cet établissement à prendre toutes les garanties nécessaires pour sauvegarder les droits de l'administration au cas où les tiers porteurs de bonne foi viendraient à exercer un recours.

De toute façon, le Mont-de-Piété ne restituera pas immédiatement l'objet réclamé. Il délivrera le duplicata de reconnaissance, mais comme il se trouve obligé, par ses règlements, de rendre les objets laissés en nantissement à l'expiration d'un délai de treize mois, il attendra l'arrivée de ce terme pour restituer au bénéficiaire et sous caution l'objet revendiqué, si toutefois, entre temps, aucun tiers porteur de la reconnaissance ne s'est présenté.

La pratique que nous venons d'exposer se trouve confirmée dans un jugement rendu par le tribunal de la Seine, le 28 mai 1907, dans l'espèce suivante : Un sieur B..., victime d'escroquerie de la part d'inconnus, avait retrouvé au Mont-de-Piété des bijoux lui appartenant et qui avaient été engagés le 26 novembre 1902 ; il déposa une plainte, après avoir fait opposition à la remise de ces bijoux. Mais l'instruction qui fut ouverte aboutit à un non-lieu, faute de pouvoir retrouver le prévenu dont l'identité ne put être établie. Il résultait cependant de la procédure que l'inculpé, qui avait présenté au moment de l'engagement des pièces d'identité ne lui appartenant pas, s'était procuré les objets en commettant des escroqueries au préjudice du plaignant. Le Parquet de la Seine saisi d'une demande de restitution émanant du sieur B... fit connaître, le 14 mars 1903, au directeur du Mont-de-Piété qu'il ne voyait aucun inconvénient à ce qu'un duplicata de reconnaissance fût délivré au demandeur, et celui-ci obtint ce duplicata sous réserve de garantir le Mont-de-Piété au cas où des tiers porteurs de bonne foi viendraient à exercer leur recours. Après remboursement du prêt, les bijoux furent remis au sieur B... par l'administration du Mont-de-Piété. Mais, le 11 décembre 1903, un individu C..., porteur de la reconnaissance qu'il prétendait tenir d'un tiers, fit sommation au Mont-de-Piété d'avoir à lui remettre les objets engagés, puis l'assigna en restitution et en dommages-intérêts en raison du retard

apporté dans l'exécution de ses obligations. Mais il fut débouté de sa demande « attendu, déclare le jugement, « qu'aux termes de l'article 60 du décret du 8 thermidor « an XIII, lorsqu'un nantissement sur lequel il a été « accordé un prêt par le Mont-de-Piété est revendiqué « pour cause de vol ou pour toute autre cause, le récla- « mant est tenu pour s'en faire accorder la remise de jus- « tifier, dans les formes légales, de son droit de propriété « sur l'objet réclamé ; attendu que B... est bien proprié- « taire des objets énumérés dans la reconnaissance, que « ses droits, établis au cours de l'information ci-dessus rap- « pelée, ont été reconnus par l'autorité judiciaire et ne « sont d'ailleurs pas méconnus par le demandeur, que « celui-ci ne poursuit en réalité que la réparation du pré « judice qu'il éprouve pour avoir acheté une reconnais- « sance qui se trouve sans valeur, que le dommage dont « s'agit est le résultat de l'imprudence qu'il a commise « en achetant une reconnaissance sans prendre des ren- « seignements et sans s'assurer que celui qui avait fait « l'engagement était bien propriétaire des objets donnés « en nantissement ; que C... qui tient ses droits indirec- « tement de celui qui a fait l'engagement ne peut avoir « plus de droits que son cédant ; que d'ailleurs la restitu- « tion effectuée aux mains des propriétaires des objets « donnés en nantissement, et dans les conditions dictées « par le décret du 8 thermidor an XIII, décharge le Mont- « de-Piété de toute obligation vis-à-vis du tiers porteur « de la reconnaissance ;

« Attendu que le Mont-de-Piété qui n'avait consenti
« à remettre les bijoux que sur la promesse formelle
« d'être garanti par eux en cas de revendication de
« la part d'un porteur de la reconnaissance n'a pas
« excédé ses droits en les appelant en garantie. »

Le Mont-de-Piété, qui ne peut jamais être l'objet d'une action en revendication, de la part d'un propriétaire volé, exercée dans les conditions de l'article 2279 du Code civil, n'est pas pour cela dégagé de toute responsabilité à l'égard des particuliers ; l'article 70 du décret du 8 thermidor an XIII prévoit les cas où un recours peut être exercé contre le Mont-de-Piété. Ainsi cette administration pourrait être, contrairement aux règlements qui obligent le propriétaire à rembourser le montant du prêt fait au voleur, tenue de restituer les objets sans pouvoir exiger de remboursement et même de payer des dommages-intérêts au propriétaire si l'acceptation de l'engagement était dûe à une faute de ses agents (1).

En résumé, l'intervention du parquet en cette matière pourrait au premier examen paraître superflue, puisque de son côté l'administration du Mont-de-Piété prend toutes les précautions nécessaires pour garantir les droits du véritable propriétaire ou des tiers porteurs ; mais elle est en réalité indispensable pour indiquer qu'il

1. Cassation, 28 nov. 1832 (P. 33. 1. 402). — Trib. Seine, 22 fév. 1894. D. 95. 2. 12.

n'y a plus lieu de tenir à la disposition de la justice les objets engagés provenant d'un délit et qui se trouvent entre les mains du directeur du Mont-de-Piété ; elle permet encore au parquet de vérifier si, dans la procédure, ne se révèle pas l'existence de tiers porteurs de bonne foi, auquel cas il ne pourrait statuer sans leur consentement, ainsi que nous le verrons plus loin à propos des brocanteurs.

La conséquence de ces observations est que le parquet n'aura jamais qualité pour intervenir en cette matière, s'il n'a pas été saisi d'une plainte et s'il existait seulement une simple opposition à la remise des objets, faite au Mont-de-Piété par un tiers qui se prétend propriétaire.

§ 4. — *Objets d'or et d'argent saisis par
l'administration de la garantie*

Nous avons déjà signalé que l'administration de la garantie possède des pouvoirs de saisie concernant les objets d'or et d'argent qui sont mis en circulation sans être conformes au titre prescrit par la loi du 19 brumaire an VI. Il appartient en effet à cette administration, d'appliquer sur ces objets des poinçons réguliers certifiant aux particuliers, marchands ou autres, qu'ils se trouvent nantis de matière d'or ou d'argent ayant une valeur certaine et un titre légal ; et tout ouvrage d'or ou d'argent achevé et non marqué, qui serait trouvé

non poinçonné chez un marchand ou fabricant, devrait être saisi et déposé au greffe du tribunal en vertu de l'article 107 de la loi précitée.

Des poursuites correctionnelles pourront être exercées contre le vendeur pris en faute et les contrevenants pourront se trouver passibles de la peine de la confiscation portant sur les objets saisis. Cette loi s'applique à la fois aux marchands ou fabricants en atelier ou magasin et aux marchands d'ouvrages d'or ou d'argent ambulants. Aux termes de l'article 94 : « Le tribunal « correctionnel appliquera, aux délits des marchands « ambulants les mêmes peines portées dans la pré- « sente loi contre des orfèvres pour des contraventions « semblables. »

A côté de ce droit de saisie que possède l'administration de la garantie, il existe pour cette dernière une faculté dont elle peut faire usage en tout état de cause. Nous voulons parler du droit de transaction qui lui permet d'empêcher la poursuite d'être exercée et qui lui donne, en outre, la possibilité, même lorsqu'un jugement est intervenu, d'arrêter encore, par une transaction tardive, les effets de la condamnation et de la confiscation prononcées.

Ceci résulte de l'article 1^{er} de l'arrêté du 14 fructidor an X qui accorde à l'administration des contributions indirectes « le droit de transiger sur les procès relatifs « aux contraventions aux lois qui régissent cette partie « des revenus publics, soit avant, soit après jugement »

et de la loi de finances du 22 avril 1905 qui déclare dans son article 11 : « Le droit de transaction, tel qu'il est dévolu à l'administration des contributions indirectes par la législation en vigueur, est étendu aux délits et contraventions constatés par application de la loi du 19 brumaire an VI sur la garantie des matières d'or et d'argent. »

Mais, s'il a transigé sur les délits et contraventions se rapportant aux objets saisis, le sous-directeur de la Garantie (1) devra néanmoins, avant qu'ils soient remis à leur propriétaire, apposer les poinçons exigés par la loi et dont l'absence a motivé la saisie. Il importera donc de restituer ces objets non pas à leur propriétaire, mais à l'Administration de la Garantie. Le sous-directeur de cette Administration adressera donc au procureur de la République une demande de restitution à laquelle il annexera le procès-verbal original de transaction. Sur le vu de ces pièces, le procureur de la République rendra une ordonnance de restitution ainsi conçue :

« Vu la demande adressée le..... par M. le sous-directeur de la Garantie.

« Vu le procès-verbal de transaction en date du..... y annexé,

Autorisons au profit de M. le sous-directeur de la Garantie la restitution du scellé n°. »

1. Le directeur étant le ministre des Finances.

L'Administration de la Garantie apposera les poinçons exigés par la loi et fera les diligences nécessaires pour remettre l'objet à son propriétaire.

§ 5. — *Objets déposés en fourrière*

Nous avons précédemment indiqué que certains objets devaient être déposés à la fourrière, et qu'en ce cas, il devait être statué sur leur attribution dans des délais prévus spécialement par la loi.

Si pour des raisons particulières, l'objet est resté en fourrière au delà des périodes prévues et que l'affaire soit définitivement terminée, le préfet de Police adressera au procureur de la République une demande d'autorisation de vente de cet objet au profit de l'Administration des Domaines ; à cette demande sera annexée un état des objets qui motivent la réclamation. Deux cas peuvent se présenter : Il résulte de l'examen du dossier qu'il existe une personne pouvant prétendre à des droits de propriété sur l'objet déposé à la fourrière : le parquet invite cette personne à adresser une demande de restitution ou à donner son consentement à la remise aux Domaines. Ou bien l'étude de la procédure démontre qu'il n'existe aucun propriétaire apparent.

Si le propriétaire a donné son consentement à la remise aux domaines ou s'il n'existe aucun propriétaire, le procureur de la République transmet la demande au pré-

sident du tribunal, en l'informant qu'il ne s'oppose pas à la vente. Avant d'autoriser cette vente, le parquet a généralement attendu qu'une année se soit écoulée depuis que l'affaire qui motive la réclamation a été définitivement solutionnée, de façon à permettre aux tiers, ayant des droits à faire valoir, de formuler leur demande. Le président rend sur les conclusions du procureur de la République, une ordonnance de vente délivrée en double exemplaire, le duplicata restant annexé au dossier qui se trouve au parquet et l'original étant adressé à l'administration préfectorale pour exécution. Voici le texte de l'ordonnance rendue par le président.

Nous président du Tribunal civil de première instance de la Seine :

Vu la requête présentée par M. le préfet de police ;

Vu également l'état dressé par ses soins ;

Vu aussi les conclusions de M. le procureur de la république.

Ensemble les dispositions de la loi du 11 germinal an IX et celles des ordonnances royales du 22 février 1829 et 9 juin 1831.

Autorisons la remise à l'administration des domaines par le requérant de tous les objets détaillés audit état, pour ladite administration des domaines faire procéder à la vente dont s'agit dans les formes voulues pour l'aliénation des objets non réclamés et pour le prix à en provenir être déposé à la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article 2 de l'ordonnance du 22 février 1829 et aussi à l'article 2

de celle du 9 juin 183 , à charge des oppositions s'il en existe
ès-mains du greffier.

Fait en notre cabinet, au Palais de Justice le...

Cette somme provenant de la vente restera pendant
trente années à la disposition des personnes qui auront
des droits à faire valoir sur l'objet vendu.

Si au contraire, le propriétaire adresse au parquet
une demande de restitution, le procureur, qui aura vérifié
l'existence de ses droits, rendra une ordonnance de
restitution conforme à celle que nous avons mention-
née au chapitre I. Toutefois exceptionnellement cette
ordonnance doit être délivrée en double exemplaire,
l'original étant transmis à l'administration de la pré-
fecture pour exécution et le duplicata restant annexé
au dossier. Il est, en effet, indispensable que mention de
l'attribution qui a été faite de l'objet figure au dossier ;
ceci a lieu normalement quand il s'agit d'une ordon-
nance de restitution ordinaire transmise au greffier et
exécutée par lui, puisqu'elle est jointe à la procédure
qui se trouve au greffe ; dans le cas qui nous occupe ce
résultat ne peut être obtenu que par la délivrance de
deux exemplaires, puisque l'original restera définitive-
ment entre les mains de l'administration préfectorale.

§ 6. — *Armes prohibées*

Si le port d'armes est un fait licite il n'en est pas
moins vrai que la loi du 24 mai 1834 a apporté certai-

nes restrictions à son exercice. Ainsi le port de certaines armes est défendu, en certains endroits et en certaines circonstances, sous peine d'une condamnation à une amende ou à de la prison et d'une confiscation, qui doit toujours être prononcée par le tribunal. En ce cas, il ne pourra donc y avoir jamais restitution de l'arme prohibée ; si la confiscation n'avait pas été prononcée il suffirait en effet au procureur de la République de présenter requête au tribunal pour l'obtenir.

Mais si le parquet a estimé qu'il n'y pas lieu de poursuivre l'infraction pénale et a classé purement et simplement l'affaire, que deviendra l'arme prohibée saisie sur le délinquant. Devra-t-elle rester entre les mains de la justice ou sera-t-elle restituée à son propriétaire ?

La pratique du parquet de la Seine est de refuser régulièrement la restitution d'une arme saisie dans ces conditions. Ne peut-on alléguer qu'en agissant ainsi le parquet prononce, sans en avoir le droit, une confiscation. Nous ferons tout d'abord remarquer que la mesure prise par le parquet ne saurait être comparée juridiquement à une confiscation ; elle n'a pas, comme cette dernière, pour conséquence le transfert d'un droit de propriété et la valeur de l'arme lorsqu'elle sera vendue appartiendra au délinquant. Si le procureur de la République oppose en cette circonstance une fin de non-recevoir, c'est qu'il a souci de remplir strictement le rôle qui lui a été confié par les lois. § S'il consent en effet à une décision d'indulgence en ne poursuivant pas

le prévenu, il n'en doit pas moins rester en mesure de faire appliquer l'article 4 § 2 de la loi du 24 mai 1834 qui veut que les armes et munitions fabriquées, débitées, distribuées ou possédées sans autorisation soient confisquées. Et si le réclamant insistait, il suffirait au procureur de la République de présenter requête au tribunal pour faire prononcer cette confiscation.

La question pourrait se poser d'une façon plus complexe, si l'arme prohibée avait été saisie sur un individu l'ayant volée à un tiers. Si l'affaire est soumise au tribunal, il n'y a pas de doute à avoir en présence de texte de loi formel, la confiscation sera prononcée ; mais si l'affaire est classée sans suite, le parquet ne doit pas davantage autoriser la restitution de l'objet qui constitue un corps de délit ; le propriétaire aurait, en ce cas, la seule possibilité de s'adresser aux tribunaux civils pour obtenir une indemnité équivalente à la valeur de son arme. En tout état de cause, le parquet peut d'ailleurs présenter requête au tribunal aux fins de confiscation de l'arme prohibée.

§ 7. — *Objets saisis sur des personnes décédées sur la voie publique et transportées à la Morgue*

Lorsque des personnes décèdent sur la voie publique à la suite d'accident ou de toute autre cause, leurs corps sont, s'il y a présomption de crime ou délit, transportés à la Morgue et les objets trouvés sur elles sont en-

voyés par les soins du greffier de la Morgue au greffe du tribunal.

Ces sortes d'affaires motivent tantôt l'ouverture d'une instruction, tantôt un classement sans suite. Très fréquemment, le procureur de la République se trouve donc appelé à statuer sur la restitution des objets saisis dans les circonstances indiquées.

Le ou les parents du défunt adressent une demande de restitution au parquet et celui-ci, tenu de respecter les règles établies par le Code civil au titre des successions, invite toujours le requérant à fournir les justifications suivantes :

1° Un intitulé d'inventaire ou un acte de notoriété énumérant les héritiers du défunt ;

2° S'il existe plusieurs héritiers une autorisation émanant de tous les autres héritiers du défunt et revêtue de leurs signatures légalisées.

En l'absence de ces pièces, le procureur de la République n'aurait pas qualité pour intervenir et il appartiendrait au réclamanant de faire valoir ses droits devant les tribunaux civils.

Signalons qu'il arrive assez souvent que les dossiers classés sans suite après un suicide ou un accident contiennent des pièces émanant du défunt et constituant des dispositions testamentaires. S'il en est ainsi le procureur de la République déposera conformément à l'article 1007 du Code civil le testament entre les mains du président du tribunal.

CHAPITRE III

RÈGLES RELATIVES AUX TIERS PORTEURS ET AUX BROCANTEURS

L'étude d'un dossier révèle souvent, à côté de véritables propriétaires, l'existence de tiers qui possédaient l'objet de bonne foi et entre les mains desquels il a été saisi.

En ce cas le parquet ne doit-il pas appliquer les articles 2279 et suivants du Code civil.

Il y a lieu de faire une distinction. Lorsqu'aux termes de l'article 2280, le tiers porteur aura acheté la chose volée dans une foire, dans un marché, dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne pourra se la faire rendre qu'en remboursant à ce tiers le prix qu'elle lui à coûté. Le parquet dans ces conditions ne pourra statuer sur la restitution au profit du propriétaire que du consentement du tiers porteur.

Mais si la personne qui possédait la chose au moment de la saisie l'avait achetée d'un individu quelconque, en dehors des conditions prévues à l'article 2280 on se trouverait dans le cas prévu par l'article 2279 et ne faudrait-il pas penser que le parquet devrait, dans les

trois ans qui suivent le vol, restituer l'objet au véritable propriétaire sans le consentement du possesseur. Ce n'est pas ainsi qu'il faut, à notre avis, comprendre le rôle du parquet. L'article 2279 a en effet soumis cette remise au propriétaire, sans que le possesseur puisse exiger son remboursement, à l'exercice d'une action en revendication et cette action ressort exclusivement de l'appréciation du tribunal civil. En restituant au propriétaire sans demander le consentement du possesseur, le procureur de la République statuerait sur une action en revendication, comme le ferait une juridiction, alors qu'il doit se borner à effectuer une simple remise, sans excéder ses droits d'agent administratif. Il doit donc se borner à appliquer l'alinéa 1 de l'article 2279. « En fait de meuble possession vaut titre » et lorsque la mauvaise foi d'un tiers porteur ne résulte pas d'une condamnation prononcée contre lui, pour complicité par recel d'un délit de vol ou d'abus de confiance par exemple, il doit toujours exiger son consentement à la remise de l'objet au propriétaire.

La question que nous venons d'étudier se pose fréquemment pour les brocanteurs : ceux-ci détiennent en effet parfois des objets provenant de vol et dont la restitution est sollicitée.

Les brocanteurs qui d'après la définition de M. Carpentier « sont des commerçants qui achètent pour les revendre ou les échanger des objets d'occasion de toute espèce et notamment des reconnaissances du Mont-de-

Piété », ont été l'objet de règlements spéciaux qui soumettent leurs opérations à des formalités sévères.

La situation dans laquelle ils peuvent se trouver à la suite d'une procédure pénale est la suivante :

1° Le brocanteur a été condamné pour complicité de vol par recel; le parquet doit alors autoriser la restitution au profit du véritable propriétaire, sans avoir à s'occuper du brocanteur, après s'être toutefois assuré qu'il n'existe pas d'autres tiers, porteurs de bonne foi.

2° Le brocanteur a été, soit acquitté du chef de recel et condamné pour infraction à la loi sur le brocantage, soit acquitté sur les deux chefs. De toute manière le parquet ne pourra autoriser la restitution au propriétaire sans le consentement du brocanteur. La condamnation pour infraction à la loi du brocantage ne saurait en effet établir la mauvaise foi de l'acheteur et indique la seule existence d'une faute professionnelle réprimée par la loi pénale.

Si le parquet exige toujours, lorsque le brocanteur est porteur de bonne foi, le consentement de ce dernier, c'est en raison de ce principe que nous avons déjà exposé : Le parquet n'a pas qualité pour statuer sur une action en revendication exercée aux termes de l'article 2279 du Code civil.

CHAPITRE IV

RÈGLES SE RAPPORTANT A L'ÉTAT DE L'AFFAIRE ET A LA SITUATION DU DEMANDEUR EN RES- TITUTION

§ 1. — *Jugements rendus par défaut ou susceptibles d'appel*

Lorsqu'une restitution est sollicitée dans une affaire qui a été suivie d'un jugement par défaut, il faut distinguer plusieurs cas, selon la qualité de la personne qui sollicite la restitution.

Tout d'abord le demandeur peut être celui qui est condamné par défaut ; il n'y a alors aucune difficulté : le parquet refusera la restitution puisque le requérant pourrait, après avoir obtenu la remise des objets saisis comme pièces à conviction, faire tomber le jugement qui n'est que provisoire par une simple opposition, et la justice se trouverait, de cette façon, privée de moyens de preuves qui lui seraient nécessaires pour exercer une nouvelle poursuite. On ne pourrait alléguer ici que ce refus de restitution équivaut à une confiscation prononcée arbitrairement par le parquet ; la décision rendue par défaut n'a, en effet, qu'un caractère provisoire et il appartient au condamné lui-même de la rendre défini-

tive et d'obtenir ainsi la possibilité de recouvrer ce qui lui appartient ; la saisie d'ailleurs doit subsister tant qu'une décision définitive n'est pas intervenue.

En second lieu, le demandeur est le plaignant ou un tiers étranger au procès. Le parquet ne peut en ce cas accorder la restitution, que si le droit de propriété du requérant est, abstraction faite du jugement rendu, parfaitement établi. Il ne peut être tenu compte en effet, contrairement à l'ordinaire, de la décision du tribunal qui n'est pas définitive et il est indispensable d'apprécier les droits du revendiquant soit d'après les pièces de procédure, soit d'après les justifications qui sont produites.

Ce que nous venons de dire des jugements par défaut s'applique également aux jugements susceptibles d'appel, avec cette différence qu'on ne restituera jamais, même au plaignant ou à des tiers étrangers au procès, des objets saisis et constituant des pièces de conviction, tant qu'il n'aura pas été statué sur l'appel par une décision définitive. Les demandeurs ne pourront en cette circonstance être lésés, puisque les délais d'appel étant très courts, ils pourront obtenir satisfaction plus rapidement.

§ 2. — *Règles à observer relativement aux
frais de Justice*

Si le plaignant qui ne s'est pas porté partie civile ou un tiers sollicite du parquet une restitution, il l'obtiendra toujours, lorsqu'elle lui sera accordée, sans paiement des frais de justice occasionnés par l'affaire.

Si au contraire la demande émane, soit d'un plaignant qui s'est porté partie civile, soit du condamné, ceux-ci n'obtiendront satisfaction qu'après avoir justifié du paiement des frais du procès.

Le décret du 18 juin 1811 dispose en effet dans l'article 156 que « la condamnation aux frais sera prononcée dans toutes les procédures, solidairement contre tous les auteurs et complices du même fait et contre les personnes civilement responsables du délit », et dans l'article 157 que « ceux qui se seront constitués parties civiles, soit qu'ils succombent ou non seront personnellement tenus des frais... sauf leur recours contre les prévenus ou accusés qui seront condamnés et contre les personnes civilement responsables du délit ».

Mais on peut se demander, lorsque la condamnation aux frais a été prononcée par le tribunal, conformément à la loi, de quel droit le parquet refuse de restituer des objets saisis à leur propriétaire lorsque les sommes qu'il doit à l'Etat n'ont pas été payées. Si l'on veut bien

ne pas s'attacher trop strictement au côté théorique de la question et réfléchir aux conséquences d'une restitution faite au débiteur des frais de justice sans exiger leur remboursement, on verra que le parquet agit ici encore dans un intérêt général, pour protéger à la fois les intérêts de l'Etat et ceux des particuliers. Si, en effet, la restitution étant faite, le fisc n'avait pas recouvré le montant des frais, il procéderait contre son débiteur, bénéficiaire de la restitution, à des mesures d'exécution, qui amèneraient la saisie et la vente des objets déjà restitués. Ces nouvelles mesures provoqueraient de nouveaux frais qui constitueraient une nouvelle perte pour le Trésor, s'il n'était pas remboursé ou s'il ne l'était que partiellement à la suite d'une vente aux enchères peu rémunératrice ; d'autre part, si la partie civile ou le condamné étaient suffisamment solvables, ces particuliers se verraient gravement atteints dans leurs intérêts du fait de cette procédure qui augmenterait le montant de leurs frais.

Il est donc préférable à tous les points de vue que dans l'intérêt général, le parquet exige, comme il le fait, le paiement des frais avant la restitution. Il faut d'ailleurs s'empresse d'ajouter que le parquet ne montre pas cette rigueur dans tous les cas qui peuvent se présenter à son examen. Certaines pièces ou objets, qui sont toute de nécessité à leur propriétaire, sont restituées assez facilement, même à défaut du paiement des frais :

ainsi des vêtements ou des certificats de travail, des livrets militaires, des actes d'état civil.

Si le réclamant, tenu au paiement des frais, justifiait par la production d'un certificat d'indigence et d'un certificat de non-imposition, de l'impossibilité où il se trouve de les acquitter, le procureur de la République aurait la faculté, en tenant compte de la nature de l'objet réclamé, d'autoriser la restitution sans frais.

En ce cas le refus qu'il pourrait opposer si les objets étaient de valeur minime ne saurait être d'aucune utilité, puisque de toute façon les frais de justice ne seront pas acquittés ; sa seule conséquence serait de léser des intérêts particuliers sans profit pour les intérêts de l'Etat.

Ainsi prennent fin les développements que nous avons cru devoir donner à ce travail. Assurément, il ne représente pas une étude aussi complète qu'on pourrait le désirer sur une matière d'importance réelle sinon capitale, mais il permet, nous semble-t-il, de se faire une idée assez exacte de ce que deviennent les objets saisis, et surtout de la manière dont ils peuvent et doivent être restitués par les juridictions ou les parquets.

Certains principes ont été dégagés qui montrent l'importance de l'intervention du parquet et justifient ses décisions, sans qu'il soit besoin de demander à des lois nouvelles de leur donner un caractère auquel elles ne prétendent pas.

BIBLIOGRAPHIE

Bassard (Léon). — Les restitutions en matière criminelle.

Thèse, 1904.

Besnard (René). — Des perquisitions et des saisies en matière criminelle. Thèse, 1904.

Bourguignon. — Jurisprudence des codes criminels.

Carnot. — De l'instruction criminelle.

Carpentier. — Répertoire du Droit français.

Chauveau et Faustin (Hélie). — Traité de l'instruction criminelle et théorie du Code pénal.

Dalloz. — Répertoire de jurisprudence.

Duverger. — Manuel du juge d'instruction.

Garçon. — Code pénal annoté.

Garraud. — Précis de Droit criminel.

— Traité théorique et pratique du Droit pénal français.

Laborde. — Cours de Droit criminel.

Labori. — Répertoire encyclopédique du Droit français.

Le Poittevin (G.). — Dictionnaire des parquets.

Sirey. — Code d'instruction criminelle annoté.

Vu : le président de la thèse,

LE POITTEVIN

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu, et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

Par qui et dans quelles conditions doivent être opérées
les saisies

CHAPITRE I. — Par qui doivent être opérées les saisies.....	9
CHAPITRE II. — Formalités dont doivent être entourées les saisies et lieux où sont déposés les objets saisis.....	20

DEUXIÈME PARTIE

De l'attribution des objets saisis

CHAPITRE I. — Attribution par voie de confiscation soit à l'Etat, soit aux particuliers.....	29
CHAPITRE II. — Attribution à l'Etat par voie de vente et de prescription, de la valeur des objets saisis	34

CHAPITRE III. — Attribution aux particuliers par
voie de restitution.

Première section. — Des restitutions accordées par
les juridictions répressives.

§ 1. — Des restitutions en général..... 39

§ 2. — Des restitutions accordées par les Cours
d'Assises et les Tribunaux..... 43

Deuxième section. — Des restitutions accordées
par les Juges d'Instruction et les Parquets.

§ 1. — Des restitutions faites par les Juges d'Ins-
truction..... 50

§ 2. — Des restitutions faites par les Parquets.... 54

TROISIÈME PARTIE

Pratique du Parquet de la Seine en matière de
restitution de pièces ou d'objets saisis

CHAPITRE I. — Conditions et formalités de la resti-
tution..... 63

CHAPITRE II. — Règles spéciales relatives à la nature
de l'objet saisi.....

§ 1. — Titres volés et titres volés et falsifiés.... 73

§ 2. — Pièces arguées de faux ou reconnues faus-
ses..... 76

§ 3. — Objets engagés au Mont-de-Piété..... 79

§ 4. — Objets d'or et d'argent saisis par l'admi-
nistration de la garantie..... 86

§ 5. — Objets déposés en fourrière..... 89

§ 6. — Armes prohibées.....	91
§ 7. — Objets saisis sur des personnes décédées sur la voie publique et transportées à la Morgue.....	93
CHAPITRE III. — Règles relatives aux tiers porteurs et aux brocanteurs.....	95
CHAPITRE IV. — Règles se rapportant à l'état de l'affaire et à la situation du demandeur en res- titution.	
§ 1. — Jugements rendus par défaut ou suscep- tibles d'appel.....	98
§ 2. — Frais de justice.....	100

